

Émile Jalley, Freud Wallon Lacan. L'enfant au miroir,
Paris, EPEL, 1998, 24×16 cm, 392 p. Prix : 220 F.

Jean-Marc Gabaude

DANS **REVUE PHILOSOPHIQUE DE LA FRANCE ET DE L'ÉTRANGER** 2001/1 Tome 126 , PAGES 73ZZD À
134ZZD

ÉDITIONS **PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE**

ISSN 0035-3833

ISBN 9782130517726

DOI 10.3917/rphi.011.0073zzd

Date de mise en ligne : 01/02/2008

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-philosophique-2001-1-page-73zzd?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

ANALYSES ET COMPTES RENDUS

DROIT, SCIENCES SOCIALES,
PHILOSOPHIE POLITIQUE

Jeffrey Alexander, *La réduction. Critique de Bourdieu*, introd. de Frédéric Vandenberghe, trad. de Nathalie Zaccari-Reyners, Paris, Éditions du Cerf, 2000, coll. « Humanités », 142 p. Prix : 95 F.

L'intérêt de ce petit ouvrage tient à ce qu'il propose une évaluation synthétique de la sociologie de Pierre Bourdieu sur la base de comparaisons nombreuses et diverses avec des programmes de recherche alternatifs en sciences sociales, et permet par là d'élargir la perspective au-delà du contexte français à partir duquel cette sociologie est trop souvent interprétée et située de façon exclusive. Si les aspects empiriques du travail de Bourdieu ne sont pas négligés, ce sont plutôt ses positions théoriques de fond qui font l'objet de la discussion. La thèse générale d'Alexander est que Bourdieu, parti d'une volonté légitime d'échapper au réductionnisme marxiste et au structuralisme, reconduit en réalité une grande partie de leurs dogmes et ne parvient donc pas à élaborer une théorie sociologique adéquate à la complexité des sociétés contemporaines.

L'auteur se concentre sur trois points. Bourdieu, selon lui, maintient une théorie de l'*action* fortement réductrice, où la conduite instrumentale-stratégique est conçue comme son mode unique et où la dépendance à l'égard des contraintes socio-économiques est très forte. Il manque ensuite la spécificité de l'*agent* : chez Bourdieu, il n'y aurait pas de soi, et ferait défaut l'idée que la logique propre du développement de l'individualité rend possibles des discordances entre les structures objectives et les valeurs ou les conduites subjectives. Comme la résume bien Alexander (p. 41) : l'*habitus*, loin de nous faire sortir du structuralisme, en opérationnalise seulement les hypothèses de base. Enfin, Bourdieu ne proposerait qu'une approche restreinte du politique, parce que, décrivant un monde marqué par la rareté, la concurrence et la domination, il méconnaîtrait les éléments non stratégiques des sociétés contemporaines, pourtant indispensables à leur compréhension, ainsi que les formes de solidarité et d'opposition distinctes de celles que commande la division en classes.

Revue philosophique, n° 1/2001, p. 73 à p. 134

Le lecteur francophone familiarisé avec les critiques de Passeron, Boltanski ou Lahire ne sera guère surpris par cet ouvrage, mais retrouvera des objections classiques présentées sous une forme originale ou à partir de thèmes sociologiques, issus indirectement de Parsons (par exemple l'autonomie relative des valeurs et des structures de la personnalité), qui, bien qu'éclairants, restent mal connus en France. Naturellement, la brièveté de l'ouvrage et son intention polémique induisent des simplifications interprétatives qui appellent des réserves. En particulier, Alexander manque assurément l'ampleur de l'évolution théorique de Bourdieu depuis les années soixante, ce qui, sans invalider ses conclusions, en relativise peut-être la portée sur certains points.

Stéphane HABER.

Karl Otto Apel, *La controverse expliquer-comprendre. Une approche pragmatique-transcendantale*, trad. de Sylvie Mesure, Paris, Cerf, 2000, coll. « Passages », 376 p., 245 F.

Il faut remercier Sylvie Mesure d'avoir rendu accessible au public français non seulement ce qui est l'un des ouvrages majeurs de Apel, mais aussi un instrument de travail remarquable sur l'un des problèmes fondamentaux de l'épistémologie des sciences humaines et sociales. La querelle autour de *Verstehen/Erklären* ne date pas d'hier : en un sens elle a ses sources dans le rejet romantique des Lumières et l'émergence de l'herméneutique au XIX^e siècle, puis autour des querelles du positivisme. Elle prend sa forme actuelle chez Dilthey et Weber, et elle se continue sous d'autres formes depuis les débats contemporains autour du principe de rationalité et de l'explication en sciences sociales, qui ont mis aux prises Popper, Albert, Habermas, mais aussi les disciples de Wittgenstein avec diverses philosophies naturalistes.

Les sciences de l'esprit sont-elles foncièrement distinctes des sciences de la nature ? Visent-elles à expliquer ou à comprendre ? La contribution de Apel s'inscrit dans cette lignée, et a été stimulée, comme il nous le dit, par la lecture du livre de Von Wright *Explanation and understanding*, et par la continuité de ses propres travaux. Comme Apel est bon pédagogue, il retrace les phases de la controverse avec clarté, et en ce sens son livre peut aussi servir d'introduction au débat contemporain, rendant dans un langage clair (quelquefois un peu pesant) des discussions complexes. Dans la seconde partie du livre, Apel confronte directement ses propres vues à celles, néowittgensteiniennes, de Von Wright. Dans un « troisième round », il propose sa propre solution à la controverse. Comme on s'en doute, elle met en jeu sa propre conception « pragmatique-transcendantale » de la raison, et se veut, en ce sens, un développement nouveau de la position herméneutique, rejetant pour les sciences de l'esprit le modèle causaliste et « empirico-formel ».

Je ne peux discuter ici les propositions de Apel, qui méritent toute l'attention. Comme l'ouvrage date à présent d'une vingtaine d'années, il ne prend pas en compte les développements qui sont venus du côté « naturaliste » (terme par lequel s'exprime aujourd'hui la position causaliste ou explicative en sciences sociales). Nul doute qu'Apel ne considérerait ces développements que comme des avatars du positivisme, et leur opposerait à nouveau son pragmatique-transcendantalisme. Mais peut-être aurait-il l'occasion aussi de constater certaines avancées et un retravail possible des

anciennes distinctions. À mon avis, la division expliquer/comprendre, et toutes celles qui en dérivent plus ou moins (comme cause/raison) sont à dépasser. Quoi qu'il en soit, ce livre est un ajout majeur à la compréhension de ces discussions.

Pascal ENGEL.

Étienne Balibar, *La crainte des masses. Politique et philosophie avant et après Marx*, Paris, Galilée, 1997, 556 p.

Ce très copieux ouvrage rassemble une série d'études et d'interventions qui ont jalonné ces dix dernières années. Elles témoignent d'une recherche constante sur des questions de philosophie politique liées aux défis que les sociétés contemporaines ont à relever aujourd'hui.

La réflexion est centrée sur une question qui est, dans sa formulation rousseauiste, de savoir ce qui fait qu'un peuple est un peuple. Elle est le fil conducteur de tout l'ouvrage. Pour une part, elle est traitée d'un point de vue historique dans des études sur Spinoza, Rousseau, Kant, Fichte et Marx. Pour une autre part, elle est traitée dans le vif des problèmes politiques contemporains (racisme, frontières, Europe, cultures...). À travers ces études, tout un ensemble de concepts (peuple, masse, classe, nation, race, ethnie) sont sans cesse travaillés d'un point de vue qui récuse les extrêmes du communautarisme et de l'individualisme, c'est-à-dire qui se tient volontairement dans l'entre-deux et cherche avant tout à mettre en évidence l'ambiguïté du réel et des concepts interagissant avec lui.

La question est traitée par en bas (c'est-à-dire en récusant tout *a priori* idéaliste), mais les problèmes idéologiques sont privilégiés, car dans la constitution d'un peuple ce qui fait problème est surtout d'ordre idéologique. De là la longue étude centrale qui fait pivot dans le livre : *La vacillation de l'idéologie dans le marxisme*, qui, en retraçant l'histoire de revirements successifs, met en évidence les insuffisances des pensées de Marx et de Engels en ce qui concerne la prise en compte de l'idéologie dans leur conception du prolétariat, qui elle-même hésite entre masse et classe.

Ce bilan critique conduit à reprendre le problème dans la société contemporaine en prenant très au sérieux les aspects idéologiques et culturels et à reconnaître, comme le fait l'étude introductive, que la politique n'est pas seulement une question d'émancipation et de transformation mais de civilité, c'est-à-dire qu'elle doit traiter des problèmes liés aux identifications. « Le vieux marxiste, le vieux matérialiste que je suis en est convaincu, écrit l'A. : la principale façon d'être matérialiste, ou réaliste, aujourd'hui en politique, c'est d'être « idéaliste », ou plus exactement c'est de poser la question des idéaux et des choix à faire entre ces idéaux » (p. 333).

Cette perspective conduit à s'interroger en particulier sur l'idéal d'universalité. Trois instances de l'universalité sont distinguées de façon à déterminer de quelle universalité on peut se réclamer aujourd'hui. L'universalité devenue réelle aujourd'hui, c'est-à-dire mondiale, discrédite les utopies universalistes qui envisagent l'avènement d'une universalité réelle. D'autre part, le modèle d'universalité des grandes religions et de l'État-nation – universalité fictive qui assure la reconnaissance des individus et un dépassement des communautés particulières mais suppose une normalisation des individus – atteint sa limite et n'est pas réalisable à l'échelle mondiale. Il est donc nécessaire aujourd'hui de viser un nouveau type d'universalité dite idéale, fondée sur l'« égaliberté », universalité

essentiellement équivoque et qui implique une pratique de résistance, d'insurrection permanente. « Il se peut, écrit l'A., que nous soyons contraints d'admettre, non seulement comme un fait d'expérience mais comme un trait de finitude affectant la constitution même de l'idéal d'humanité, que la négativité est intrinsèquement multiple, "éclatée"..., qu'une instance de l'universel ainsi constituée doit plutôt engendrer éternellement le conflit ou la scission que se reposer dans la simplicité et d'unité d'un savoir absolu » (p. 453-454).

Se pourrait-il qu'il n'y ait donc de vraiment universelle et révolutionnaire que l'énergie du désespoir ?

Hubert FAES.

Maurice Barbier, *Le mal politique. Les critiques du pouvoir et de l'État*, Paris, L'Harmattan, 1997, 180 p.

Cet ouvrage traite du mal politique au sens où le pouvoir et l'État sont le mal et non au sens du mal qui pourrait exister dans le politique et dans l'État (par exemple sous la forme de la corruption, à laquelle il est fait allusion dans la conclusion). Il propose un inventaire rapide de toutes les conceptions qui, dans la tradition occidentale, pensent le pouvoir comme un mal. Au moins une quarantaine d'auteurs sont passés en revue en 150 pages, il ne peut donc s'agir que d'un survol. Le seul intérêt du livre est de donner ainsi une vue d'ensemble et d'exposer les idées d'auteurs relativement peu examinés dans les traités et les histoires classiques de la pensée politique, en particulier les anarchistes du XIX^e siècle et les libertariens nord-américains : Emerson, Thoreau, Warren, Spooner, Nock, Tucker, Rand, Buchanam, Hayeck, Nozick, D. Friedmann, M. Rothbard.

En si peu de pages, l'étude ne peut être critique. L'A. prend la défense de l'État en conclusion et déclare évidemment utopiques les idées qui préconisent la suppression totale de l'État. Il argumente à partir des problèmes qui naissent de l'insuffisance ou de l'absence d'État dans de nombreux pays, mais n'entre pas vraiment dans une critique philosophique argumentée des conceptions qu'il a rapidement exposées.

Hubert FAES.

Claude Blanckaert, Loïc Blondiaux, Laurent Loty, Marc Renneville et Nathalie Richard (dir.), *L'histoire des sciences de l'homme. Trajectoire, enjeux et questions vives*, Paris, L'Harmattan, 1999, coll. « Histoire des sciences humaines », 289 p.

Ce livre est constitué des actes partiels d'un colloque international qui s'est tenu à Paris en décembre 1996 à l'initiative de la Société française pour l'histoire des sciences de l'homme (SFHSH). Il s'agissait de célébrer les dix ans de la jeune Société et d'établir un bilan provisoire de son action de recherche collective. Le programme de ces journées était organisé autour de cinq « questions vives » : Quelles valeur attribuer aux périodisations et à l'idée même d'une unité des sciences de l'homme ou de leurs annales ? Quels sont les usages institutionnels et politiques de cette historiographie ? Selon quels critères examiner les tendances épistémologiques actuelles en sciences sociales ? Que penser des transformations de ces configurations par lesquelles on distingue, selon l'époque, les sciences de la religion, de la

morale, de la politique ou de l'« éthique » ? En quoi analyses et problèmes diffèrent-ils selon les traditions nationales ?

En introduction, Claude Blanckaert (alors président de la SFHSH) revient sur la « demande d'histoire » qui a conduit ces chercheurs « du détour aux parcours ». L'histoire des sciences de l'homme et de la société se situe en France à la croisée des disciplines, particulièrement de la philosophie et de la sociologie des savoirs et des savoir-faire. Sans réel statut universitaire, elle témoigne cependant d'une dynamique créatrice, comme en attestent le nombre et la qualité des réalisations de ces dernières années. Se spécialiser dans ce domaine nouvellement délimité n'est pas une démarche confortable, ni favorable à une carrière universitaire (cf. l'article de Jacqueline Carroy dans la deuxième partie de l'ouvrage : « L'histoire de la psychologie entre oubli et mémoire, entre passe-temps et spécialité »). « L'histoire fait peur », écrivait en 1988 Erika Apfelbaum. L'historien des sciences est souvent considéré par ses pairs comme un transfuge, voire un traître ou un fossoyeur. Jusqu'à une date récente, cette vocation exigeait une conversion des intérêts cognitifs, c'était une démarche d'après-coup, de « seconde approximation » (Bachelard) et, bien souvent, non pas une fin en soi, mais un détour, une transition.

Selon Claude Blanckaert, en France, le regain d'intérêt pour une histoire critique, opposée à la complaisance mémorialiste chère à l'institution scientifique, trouverait sa source dans le désenchantement consécutif à Mai 1968. Faute d'avoir pu faire table rase du passé, comme elle le souhaitait, une génération « contestataire » entreprit un « inventaire sans pitié » des sciences humaines et sociales au sein desquelles elle s'était formée. Très vite cependant ces historiens « amateurs » découvrirent les limites et les difficultés de l'entreprise : la compilation des sources, la pratique de l'archive, l'« opération historique » (Michel de Certeau) leur étaient étrangères. Ils désertèrent alors le terrain. Demeurèrent les transfuges passionnés, tous ces « hybrides » venus de la philosophie, de la psychologie, des sciences sociales ou de l'histoire, qui durent, au fil des rencontres et des travaux, trouver un langage commun et une identité professionnelle nouvelle. Ceux qui ont contribué à l'écriture de ce livre en portent témoignage.

L'ouvrage se compose de quatre parties qui, sans recouvrir les cinq « questions vives », sont traversées par elles.

La première, « Une unité problématique », pose la question de l'unité du champ, au-delà des frontières rassurantes des disciplines. Elle aborde la recherche d'« opérateurs unitaires » permettant de penser une « histoire générale des sciences de l'homme », comme horizon de synthèse (Cl. Blanckaert). Fernando Vidal retrace les « désirs d'unité et juxtapositions encyclopédiques » qui scandent les oscillations entre l'idéal de « la » science de l'homme et la réalité « des » sciences de l'homme. Roger Smith, évoquant la situation en Angleterre, affirme que l'entité « sciences humaines » n'y a ni forme ni existence matérielle, même si une pratique des sciences humaines y existe concrètement.

La deuxième partie interroge « les disciplines à l'épreuve de l'histoire » (Jacqueline Carroy pour la psychologie et Marie-Claire Robic pour la géographie). Nathalie Richard et Loïc Blondiaux signent un article extrêmement stimulant : « À quoi sert l'histoire des sciences de l'homme », dans lequel ils cherchent à dépasser l'antinomie présentisme/historicisme. Ils plaident pour un « présentisme raisonné » et un « historicisme engagé » permettant de poser la question, toujours actuelle, des relations entre savoir et société.

La troisième partie, « Philosophie et sciences de l'homme : regards croisés », aborde le problème des relations entre cette nouvelle histoire historisante, la philosophie et l'épistémologie. Anne-Marie Drouin-Hans étudie la place des sciences humaines dans les manuels de philosophie : « Une dangereuse familiarité ? ». Jean-Philippe Bouilloud met en perspective les débats actuels qui traversent l'épistémologie des sciences sociales (le problème du relativisme, du pragmatisme, la perspective herméneutique).

La quatrième partie cerne les « Frontières de la science ». Laurent Loty et Marc Renneville engagent à « Penser la transformation des rapports entre le scientifique et le non-scientifique ». Claude Gautier développe « L'autonomie problématique de l'économie vis-à-vis du politique ». Le dernier texte, de Claire Salomon-Bayet, « Le style et l'objet », soutient la pertinence en histoire des sciences, humaines ou non, d'une pluralité d'objets et d'approches qui ne se confond pas avec le relativisme. La défiance des disciplines et de leurs servants à l'égard d'historiens qui prétendent les transformer en objets d'investigation lui paraît une des causes principales de la difficulté d'une institutionnalisation forte de l'histoire des sciences. Difficulté salvatrice peut-être, puisqu'elle lui évite le risque de devenir une science « normale », oublieuse de sa fonction critique, ou une discipline académique défendant jalousement ses frontières. Ce qui serait un bien ironique retour ou détour de l'histoire.

Annick OHAYON.

Renée Bouveresse, *La philosophie et les sciences de l'homme*, Paris, Ellipses, 1998, coll. « Philo », 19×14,5 cm, 64 p.

Un historique concis, une évaluation argumentée des sciences humaines, la thèse de l'auteur, c'est là mieux qu'un manuel. Ces sciences n'ont encore guère trouvé une unité d'objet et un champ conceptuel autonome. Sciences de la compréhension et du sens, elles font preuve d'une spécificité manifeste et d'une irréductibilité aux sciences de la nature. D'où une critique du structuralisme. Cependant l'exemple de la phénoménologie montre que les sciences humaines peuvent fournir des matériaux à la philosophie. Et surtout ces sciences tendent à constituer en elles-mêmes de la philosophie. Aussi bien R. Bouveresse dresse-t-elle un examen critique de cette philosophie recelée notamment par l'ethnologie structuraliste et par la psychanalyse. Aux sciences humaines de reconnaître la relativité de leur regard et de renoncer à toute visée totalisatrice, ce qui requiert de l'autocritique.

Jean-Marc GABAUDE.

Emmanuel Catin, Laurent Jaffro, Alain Petit (éd.), *Figures du théologico-politique*, Paris, Vrin, 1999, « Problèmes et controverses », 366 p., 150 F.

Sont ici réunies dix études issues d'un colloque de 1996 organisé par le Centre d'étude sur l'humanisme, les Réformes et l'Âge classique à l'Université B. Pascal de Clermont-Ferrand. Ces études sont réunies autour d'un thème mais sans plan concerté. Elles balaient toute l'histoire de la philosophie occidentale du pythagorisme antique à Rosenzweig. Le théologico-politique est donc traité sous des angles variés et en des lieux histori-

Revue philosophique, n° 1/2001, p. 73 à p. 134

ques très divers. On peut cependant discerner trois grandes orientations. Les unes traitent de la nécessité pour le politique de se comprendre comme subordonné à un ordre divin ou sacré (études sur Thomas d'Aquin et Rosenzweig). Les autres traitent plutôt de la nécessité pour le politique de s'inspirer d'un modèle de communauté issu de la religion, même et surtout quand il veut s'émanciper de la religion (études sur le pastorat, l'absolutisme de Jacques I^{er}, Toland, Bayle, Hume et la nécessité de répondre au délire par le délire). D'autres enfin posent le problème des rapports de la philosophie et du théologico-politique et de la façon dont la communication philosophique peut s'émanciper des formes de communication propres au théologico-politique (études sur Spinoza, Kant).

Hubert FAES.

André Clair, *Droit, communauté et humanité*, Paris, Éditions du Cerf, 2000, 166 p.

L'homme a besoin de vivre en société : « L'homme existe comme être social et relationnel, non pas comme être insulaire et atomisé » (p. 19). Mais ce besoin social a conduit dans l'histoire, comme le rappelle et l'analyse l'auteur, à diverses tentatives, étatiques ou communautariennes, où l'individu humain était loin de trouver son plein épanouissement. Comment dès lors concilier ce besoin de communauté avec les autres besoins de l'être humain ? C'est en se fondant sur une vision particulière des droits de l'homme que le philosophe André Clair, s'inspirant librement des thèses de H. Arendt, propose de répondre à cette question. Particulière parce qu'il insiste sur un « tiers droit », souvent un peu oublié ou considéré comme utopique : la fraternité. « Si la fraternité est reconnue comme première, l'esprit même des droits de l'homme est transformé, la solidarité de tous est immédiatement posée en référence au genre humain » (p. 67). Dès lors, un peu comme dans une famille, l'égalité n'empêche pas les singularités de chacun. Et l'universalité des droits (de l'homme) n'exclut pas la spécificité de l'individu. De telles conceptions conditionnent aussi le visage des communautés humaines qui doivent s'ouvrir vers la différence et l'altérité : « Sous peine de s'atrophier une communauté requiert l'ouverture, spécialement aux autres communautés, et donc comprend une dimension d'altérité » (p. 153). Un livre courageux qui vise à fonder de manière plus juste les relations entre l'individu et les groupes où il s'insère, et finalement les normes de la vie bonne, et qui s'adresse à des lecteurs philosophes déjà avertis.

Georges CHAPOUTHIER.

Ernesto De Martino, *Œuvres*, vol. I : *Le monde magique*, trad. de l'italien par Marc Baudoux, postface de Silvia Mancini, Paris, Sanofi-Synthélabo, 1999, coll. « Les Empêcheurs de penser en rond », 600 p., 84 F.
 Marcello Massenzio, *Sacré et identité ethnique. Frontières et ordre du monde*, préface de Marc Augé, trad. de l'italien, Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, 1999, 184 p., « Cahiers de l'homme. Ethnologie, Géographie, Linguistique », 120 F.

De Martino (1908-1965), d'abord disciple de Benedetto Croce, fut un historien des religions pratiquant une interdisciplinarité étendue. Il est

Revue philosophique, n° 1/2001, p. 73 à p. 134

actuellement redécouvert, sur le plan international, en anthropologie, ethnologie et sciences humaines en général. Le premier ouvrage s'intitulait *Il mondo magico. Prolegomeni a una storia del magismo* (1948). Volumes II et III de la traduction : *Italie du Sud et La terre du remords*. L'auteur prend en compte psychopathologie, métaphysique et phénomènes paranormaux, ce qu'explique la postface (290 p.), histoire de la pensée italienne du XX^e siècle, dans le contexte de laquelle S. M. décrit l'émergence et l'évolution des concepts démartiniens. Les *Prolegomènes à une histoire du magisme* s'opposent au naturalisme et au dualisme des *données* : individu et monde des faits naturels (cf. préface d'E. D. M., p. 9) ; d'où une critique radicale de l'ethnologie classique – de Lucien Lévy-Bruhl par exemple. Ainsi s'entreconditionnent le monde et la *présence*, instance subjective face au monde. Dès lors, quel est le statut de la *réalité* impliqué dans le jugement occidental des pouvoirs magiques ? Au nom de l'*historicisation*, E. D. M. reconstruit « le processus de formation et de développement, la structure interne et la fonction historique de tout produit culturel » (S. M., p. 311) tant *mythico-magique* qu'intellectualiste comme les concepts – lesquels résultent d'une longue maturation. La confrontation d'univers historiques différents doit conduire l'ethnologie à relativiser et à problématiser à la fois l'objet d'étude et le sujet connaissant qui est l'ensemble des instruments cognitifs historiquement déterminés. Loin de dévaloriser le *magisme* comme fausse croyance, E. D. M. le tient pour une *Weltanschauung*, pour un dispositif, à la fois théorique et pratique, destiné à résoudre des problèmes, avant tout à préserver la *présence*, ce qui est une nécessité vitale. Le *mythico-rituel* revêt un statut de stratégie opératoire visant à « sauvegarder l'intégrité de la personne dans son rapport au monde » (S. M., p. 361). Selon E. D. M., « considérer le mythe sans la praxis dont il est corrélatif rend l'expérience religieuse inintelligible » (S. M., p. 358).

S. M. expose la pensée d'auteurs en fonction de leur considération par E. D. M. et aussi, pour ce qui est de Croce, de Giovanni Gentile et d'Antonio Gramsci, en raison de leur figure emblématique dans l'univers philosophique italien. E. D. M. a beaucoup lu et a réagi à maintes influences, surtout d'historiens et de philosophes (ainsi Ernst Cassirer, Max Scheler, Bergson), comme le montre la postface. Les diverses critiques qu'il a reçues, notamment celles de Croce et de Mircea Eliade, ont contribué à ses travaux d'autocritique. C'est ainsi, constate S. M., qu'il a renoncé à l'historicité du *magisme* et des catégories de l'esprit et au vitalisme de la *crise de la présence* qu'il tient à rapprocher de la psychopathologie. Il a atténué son idéalisme de l'autonomie du sujet en accentuant la prégnance du facteur culturel sur les conduites de l'individu. Membre du Parti communiste et semi-marxiste hétérodoxe, il a fini par étudier l'idéologie magique dans la classe exploitée du *Mezzogiorno*, recherche de terrain – et non plus sur des matériaux ethnographiques de seconde main – « aux côtés des paysans du Sud dont il se sent solidaire » (S. M., p. 546).

M. Massenzio, historien comparatif, disciple d'E. D. M., se réfère à d'autres chercheurs italiens peu connus en France. Il associe, lui aussi, histoire des religions et travaux d'ethnologues, enquête historique et étude anthropologique ; de la sorte, il élabore un cadre conceptuel permettant de redéfinir le phénomène religieux dans son autonomie, notamment l'acte rituel. Sur un exemple de Nouvelle-Guinée, il décrit et analyse une cérémonie festive consacrant la séparation sur fond de continuité entre société d'éleveurs ou de chasseurs et animalité. Expression de la mémoire collec-

tive et transfiguration du passé originel, le mythe fonde l'ordre culturel à travers les oppositions Nature/Culture, profane/festif, anomie/règle. Le comparatisme de l'auteur appelle, comme chez E. D. M., une éthique humaniste problématisant notre culture.

Jean-Marc GABAUDE.

Jean De Munck, *L'institution sociale de l'esprit. Nouvelles approches de la raison*, Paris, PUF, coll. « L'Interrogation philosophique », 1999, 202 p., 138 F.

Alban Bouvier, *Philosophie des sciences sociales. Un point de vue argumentativiste en sciences sociales*, Paris, PUF, coll. « L'Interrogation philosophique », 1999, XII-260 p., 178 F.

Ces deux ouvrages, parus dans la même collection à peu de temps de distance, portent globalement sur des thèmes voisins : comment, dans une perspective prenant ses sources dans les progrès des sciences sociales, peut-on envisager la nature de la rationalité, de la connaissance et de l'esprit en général ? Quelles conséquences peut avoir pour la sociologie et la philosophie des sciences sociales une approche de la rationalité qui ne soit pas strictement individualiste ? Là, cependant, s'arrête la comparaison, car ils ont des réponses et des styles fort différents. Le livre de De Munck rejette explicitement les modèles de rationalité issus de la théorie du choix social et de l'individualisme méthodologique. Il propose, un peu dans le sens du récent livre de Descombes, *Les institutions du sens* (Minuit, 1997) – dont le titre est également voisin, mais l'A. ne cite pas Descombes – une forme de holisme, qui prend ses sources à la fois chez Wittgenstein, dans le pragmatisme, et dans ce que l'A. appelle une conception « contextualisée » de la raison. La thèse du livre est que la raison est discours, et que le discours s'instaure dans des conditions sociales et collectives, dans des institutions. Cette thèse est développée à partir d'une élaboration critique de Habermas – rationalité communicationnelle et discursive –, mais aussi avec des références dans la philosophie analytique contemporaine, à Putnam ou à Burge. Elle se réclame d'une notion forgée par l'A. à partir de sa critique de Herbert Simon, celle de procéduralisation des institutions. Les accents relativistes (venus notamment de ce que l'on appelle le programme « fort » en sociologie de la connaissance) ne sont pas totalement absents.

En apparence, A. Bouvier insiste sur des points semblables. Il s'intéresse à l'aspect argumentatif de la raison et de l'esprit, et met l'accent sur la sociologie de la connaissance. Mais il part de prémisses opposées à celle de De Munck. Il se réclame d'une tradition empiriste en sciences sociales, dont il trace les origines chez Mill et Pareto, mais aussi Tarde, et dont il montre qu'elle ne saurait se réduire ni à l'utilitarisme, ni à une conception purement causaliste de l'action humaine, et qu'elle diverge fondamentalement de la tradition des grands sociologues fondateurs, comme Durkheim, Weber ou Simmel. L'un des intérêts du livre est de mettre au jour ces continuités, et de relire ces auteurs (certains, comme Tarde, sont en cours de redécouverte, mais Bouvier se révèle l'un des connaisseurs les plus fins de Pareto et de Mill) et, en fait, de nous offrir une véritable introduction aux problèmes des sciences sociales d'aujourd'hui. L'autre intérêt est dans la démonstration qu'en dépit de ces discontinuités dans les traditions, les problèmes et les méthodes de la théorie du choix social et de la rationalité collective de la tradition individualiste peuvent aussi éclairer le point de vue

original que défend l'A., celui d'une théorie de l'argumentation. On peut entendre bien des choses par ce terme, et De Munck en donne lui-même une version. La tradition dont parle Bouvier est celle de Bentham (*Manuel des sophismes politiques*), celle des logiciens et des spécialistes de rhétorique qui s'intéressent aux paralogismes et aux erreurs de jugement, mais aussi celle des psychologues. L'idée elle-même est présente dans la théorie des « dérivations » de Pareto, et on la retrouve dans la sociologie rationaliste de Raymond Boudon (surtout dans des ouvrages comme *L'idéologie*, ou *L'art de se persuader*). À la suite de Boudon, tout en développant de nouvelles pistes, Bouvier montre que l'on n'a pas besoin de renoncer à une certaine sociologie « individualiste » pour rendre compte à la fois des valeurs sociales, de la rationalité large des agents, et des « institutions du sens » (si ce terme devait être retenu), sans pour autant socialiser la connaissance et tomber dans le relativisme. Le vrai nœud du débat est, une fois encore, la place de la psychologie en sociologie : pour De Munck, elle est faible ou nulle (il n'y a d'esprit *que* social) ; si je suis bien Bouvier, elle doit être plus forte et il y a place pour des propriétés psychologiques indépendantes du social.

Ces deux livres, tous deux intéressants et porteurs de grandes ambitions théoriques, incarnent bien, chacun dans son genre, des types de démarches distinctes, et dans une large mesure antagonistes, en sciences sociales et en philosophie aujourd'hui. Mais puisque l'éditeur les a mis tous les deux quasiment au même moment sur ma table, je ne « buridaniserai » pas : celui d'Alban Bouvier me paraît le plus riche, le plus novateur et le plus stimulant, et celui qui, à mon avis, a le plus de chances d'être dans le vrai.

Pascal ENGEL.

François Dosse, *L'histoire*, Paris, Armand Colin, 2000, coll. « Coursus », 208 p.

Cet ouvrage, rédigé par un historien des idées et des sciences humaines, entend proposer à l'étudiant en histoire et en philosophie un série de références à la fois historiques, théoriques et philosophiques permettant de s'orienter dans les discussions contemporaines. Outre des rappels classiques sur les origines de la discipline historique et son évolution jusqu'à nos jours, on retrouve ainsi des exposés succincts concernant les problèmes liés à la place du récit, à la légitimité des conceptions téléologiques de l'histoire, aux représentations du temps dans l'écriture historiographique, à la situation de l'histoire dans la société (rôle de la mémoire, apparition récente de la figure de l'historien-expert, etc.). Malgré son ambition louable, l'ouvrage se révèle pour le moins décevant : ses analyses particulières, surtout dans le domaine épistémologique et philosophique, peuvent égarer l'étudiant plus que l'aider, de même que la composition de l'ensemble, difficilement intelligible, risque de laisser une impression de confusion.

Stéphane HABER.

Michel Dubois, *Introduction à la sociologie des sciences et des connaissances scientifiques*, Paris, PUF, 1999, coll. « Premier cycle », 321 p.

Il faut saluer l'initiative et la réalisation de cet ouvrage dont l'ambition est la représentation d'ensemble des aspects les plus significatifs de la sociologie des sciences (*social studies of science*). Cet ouvrage de syn-

thèse très fouillée permet l'analyse des formes de communication s'établissant entre les chercheurs, le rôle des normes professionnelles auxquelles ils se soumettent, sans négliger la manière dont se règlent la préparation des publications et les comportements dans le laboratoire. Tout cet ensemble d'enquêtes est ce qu'implique la « sociologie des sciences » comprise comme l'approche dynamique de ce qui constitue les principes communs aux chercheurs, l'organisation de leur travail et les questions que soulèvent le choix des problèmes et le contenu des théories.

La sociologie des sciences est « une sociologie des acteurs scientifiques » (p. 67), c'est-à-dire de la « communauté scientifique ». D'où la nécessité de cerner ce concept comme une « unité normative ». De plus, les rôles, social et scientifique, de cette communauté sont à préciser dans leur diversité. R. K. Merton avait défini les quatre impératifs de l'ethos scientifique : l'universalisme, le communalisme, le désintéressement et le scepticisme organisé. Kuhn définira la communauté scientifique comme une « unité paradigmatique » et s'appliquera à théoriser l'incommunicabilité entre communautés scientifiques dont chacune manifeste un caractère à la fois informatif, normatif, sémantique et ontologique. L'incommensurabilité (rupture entre les paradigmes) qui se détache peut être comprise soit comme générale, soit comme partielle. Michel Dubois développe et explique les aspects du succès kuhnien au sein de la communauté des sociologues des sciences. À cette tendance s'oppose celle qui conçoit la communauté scientifique comme « transactionnelle », et due à Hagstrom, inspirée en partie par Merton, tandis que Bourdieu propose une étude marxisante, dont Latour et Woolgar retiendront l'idée de marché entretenant le jeu de l'offre et de la demande ; d'où les variations des théories de la crédibilité et de l'intérêt (Hagstrom, Bourdieu, Latour et Woolgar).

Les effets, sur la sociologie des sciences, de la tradition conventionnaliste en philosophie des sciences ont été dénoncés par P. R. Gross et N. Levitt, dans *Higher superstition. The academic Left and its quarrels with science* (The John Hopkins University Press, 1994) : ces auteurs s'opposent à la fameuse thèse Duhem-Quine que Latour place à la base de sa sociologie des sciences. La disparité en question allait de pair chez Duhem avec la correspondance entre le fait théorique et le fait concret, alors que les conventionnalistes contemporains y associent l'indétermination. D'où une méprise évidente, chez ces derniers, des écrits de Duhem sur la théorie physique. Il en va de même en ce qui concerne une autre interprétation de la pensée de Duhem : la question des conditions du contrôle empirique des interprétations théoriques. Pour Duhem les théories scientifiques sont interdépendantes : les propositions scientifiques ne peuvent être isolées ou désolidarisées ; c'est ce qui a entraîné la thèse dite de Duhem-Quine. Ce que Duhem exprime c'est que, dans la science, le bon sens l'emporte sur la stricte logique. Or, les conventionnalistes contemporains (Michel Dubois les appellent « hyperkuhniens ») ne font nullement référence au bon sens dont fait état Duhem (au point qu'il définit la théorie physique comme « classification naturelle »), mais plutôt au « cadre », c'est-à-dire, selon Latour, au « recrutement des alliés », et nullement au « caractère global de toute vérification expérimentale » (p. 227) ni à la réalité objective. L'ouvrage de Michel Dubois tient compte de la diversité des approches tout en prenant ses distances par rapport aux représentations relativiste et constructiviste contemporaines.

Angèle KREMER-MARIETTI.

Michel de Fornel et Louis Quéré (dir.), *La logique des situations. Nouveaux regards sur l'écologie des activités sociales*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1999, « Raisons pratiques », n° 10, 358 p.

La notion de situation a une connotation sartrienne, mais on trouverait difficilement chez l'auteur des *Situations* la revendication d'une « logique des situations » au sens de la citation de Popper qui inspire ce volume, qui réunit des philosophes, des sociologues, des linguistes et des psychologues. Il y a quelque chose de paradoxal dans cette idée, car une situation semble renvoyer à un contexte singulier qui échappe à une « logique ». Pourtant cette idée a été invoquée souvent en logique et en sémantique, dans la tradition pragmatiste, par les épistémologues de l'histoire, par la psychologie environnementaliste de Gibson, et par l'anthropologie « cognitive » et la sociologie, qui parle d'« actions situées ». L'intérêt du recueil tient à la réunion de ces diverses perspectives, et à la tentative pour circonscrire ce qui pourrait constituer un nouveau champ en sciences sociales. On trouve des articles de : G. Garetta sur Mead et Dewey, de A. Ogien sur Dewey et Goffman, M. Relieu sur l'espace public, M. de Fornel sur l'indexicalité, de J. Dokic sur le principe de Ramsey, I. Joseph sur les espaces de transport, F. Rastier sur le récit, S. Calho sur la réception, D. Kirsch sur l'espace, D. Laborde sur l'improvisation, L. Quéré sur l'action située et la perception du sens, et B. Djenab sur le savoir tacite chez Polanyi.

On voit ce qui unit les approches linguistiques et cognitives : l'idée que le sens implique des effets de contexte essentiels. On voit ce qui unit les approches sociologiques et certains thèmes pragmatistes. Mais au-delà de ces analogies, l'idée d'une logique des situations est moins claire. Par exemple, il n'est pas sûr que le principe de Ramsey, qui dit que les conditions de vérité d'une croyance sont les conditions de succès des actions auxquelles elle conduit, concerne l'action située au sens où l'entend L. Quéré, qui se réfère à Wittgenstein et à la théorie de la Gestalt. Peut-on dire que les lois de la logique sont « situées » ? La pragmatique doit-elle l'emporter sur la sémantique ? L'insistance sur la notion de situation conduit-elle à abandonner l'idée de loi ou d'invariant ? Doit-on dire que la vérité elle-même est située, et comment éviter une forme de relativisme ? Je me demande aussi si, dans la revendication du caractère situé de certains concepts, il n'y a pas une confusion entre le concept lui-même et ses applications : je ne rencontre, en un sens, que des chats situés – Minet, Pussy, Raminagrobis, etc. –, mais il ne s'ensuit pas que le concept de chat le soit. Qu'on ait affaire, en sciences humaines en général, au problème d'une connaissance de l'individuel n'entraîne pas nécessairement qu'il ne puisse pas y avoir de connaissances du général dans ces domaines. Toutes ces questions affleurent et les directeurs du volume les posent, mais elles restent souvent sans réponse. C'est un volume très riche, et qui parvient à faire sentir tout l'intérêt d'introduire la notion de situation dans de multiples domaines, mais il ne fait pas la preuve que les concepts employés, de la perception au discours et aux activités sociales, soient les mêmes.

Pascal ENGEL.

Anne Fournier, Michel Monroy, *La dérive sectaire*, Paris, PUF, 1999, coll. « Le Sociologue », 234 p.

Selon les auteurs, tout groupe risque une dérive sectaire. Le diagnostic de cette évolution s'établit sur une conjonction significative de nombreux facteurs : alternative radicale et intolérante, structure autoritaire et autocratique, référence exclusive à une vision du monde, unanimité, liens de dépendance... Les stratégies d'embrigadement sont souvent complexes. L'entrée en dépendance se caractérise par un glissement consistant « à faire apparaître au sujet ce qui était émotionnellement authentique comme cognitivement assuré » (p. 38). L'emprise sectaire est obtenue par une obéissance sans réserve et une loyauté indéfectible au groupe. La fascination pour l'adhésion à un nous fusionnel correspond pourtant à des profils divers d'adeptes : du conformiste passif qui rejoint paradoxalement le fanatique prêt à tout, à la vedette en vitrine, en passant par le stratège de l'ombre et le cadre avide de pouvoir, difficile à reclasser socialement. Les groupes d'embrigadement empruntent souvent aux techniques psychothérapeutiques avec toutefois des différences majeures, puisque le sectarisme programme ses transformations psychologiques et instrumentalise le sujet au service de la cause.

L'objectif prioritaire des auteurs est la prévention, ce qui implique la nécessité d'analyser et de comprendre. Pour l'adepte, le groupe sectaire, y compris totalitaire, est souvent vécu comme un pas vers une vie plus authentique et un sursaut moral. Le discrédit, le mépris, l'ironie peuvent donc entraver sa réadaptation ultérieure. Il faut comprendre les raisons d'adhésion, en particulier des jeunes. Le groupe sectaire répond à des besoins que la société a souvent cessé de remplir, par exemple d'être reconnu en dehors des valeurs marchandes ou de satisfaire à une « exigence éthique non résignée d'un monde plus juste » (p. 126). La prévention passe aussi par l'information de personnes mal protégées, telles que les formateurs et les psychothérapeutes, une formation des responsables intermédiaires, tels les éducateurs, les médecins et les syndicalistes, enfin, une réadaptation d'anciens adeptes, pouvant être vécue par eux comme un sevrage. Les auteurs préfèrent déceler, démonter les mécanismes pervers que « traquer des hommes ou des groupes dangereux » (p. 210). En conséquence, ils ne font pas silence sur, par exemple, les Témoins de Jéhovah (p. 63), la Soka Gakkaï (p. 69), *Heaven's Gate*, Moon (p. 86), l'Organisation du Temple solaire (p. 91). Cependant, l'essentiel de leur propos vise à mettre au jour le phénomène sectaire et ses mécanismes psychologiques, tout en soulignant que la puissance de certains groupes est croissante et qu'ils comportent le risque de développer des pouvoirs parallèles échappant au contrôle démocratique. L'ouvrage est suivi de notes bibliographiques étayées et d'un index, éléments supplémentaires pour en faire un utile instrument de réflexion afin de combattre la dérive sectaire.

Jean-Philippe CATONNÉ.

Simone Goyard-Fabre, *Les principes philosophiques du droit politique moderne*, Paris, PUF, 1997, coll. « Thémis Philosophie », XII-426 p.

Cet ouvrage est une sorte de manuel de base, de niveau universitaire, concernant la philosophie du droit politique moderne. Il permet à la fois de comprendre l'apport des différents auteurs à l'élaboration de ce droit et de

Revue philosophique, n° 1/2001, p. 73 à p. 134

discerner les concepts fondamentaux, avec ce qu'ils ont de problématique et d'instable. L'étude, très rigoureuse, d'une grande richesse et d'une grande précision dans les connaissances, rendra de grands services.

L'objet du livre est très délimité. Il ne traite pas de la philosophie politique en général, mais seulement du droit politique. Il laisse de côté, par exemple, la question de l'origine de l'État et se consacre exclusivement à la constitution juridique du pouvoir. Il traite du droit politique moderne, donc d'un droit qui ne se pense pas à partir d'un fondement transcendant ou à partir d'un ordre naturel du cosmos, mais à partir de la nature humaine selon la perspective d'un humanisme juridique. Enfin il en traite de façon philosophique et plus précisément selon les manières de la philosophie moderne, c'est-à-dire non en jugeant « à l'aune de la pure idéalité d'un archétype intelligible », mais en approfondissant la signification des règles du droit « afin de découvrir en elles les racines de ce sens et de sa légitimité » (p. 39). « Il s'agit pour nous, écrit encore l'A., indépendamment des présupposés métaphysiques, de comprendre les principes qui, inhérents au pouvoir tel qu'il s'est exercé juridiquement jusqu'à notre époque, ont pu, dans les sociétés politiques de l'Occident moderne, lui donner autorité et le faire reconnaître comme le critère essentiel de l'État » (p. 43).

Une première partie étudie les principes qui régissent la constitution moderne du pouvoir en distinguant un principe d'unité et de centralisation du pouvoir et un principe de souveraineté. L'étude est conceptuelle mais se développe par l'examen des contributions les plus significatives des philosophes et des juristes et met en évidence une progression dans la pensée du droit.

Une deuxième partie discerne deux figures du droit politique, celle de l'État du droit et celle de l'État de droit, ainsi que les principes correspondant de légitimité et de liberté. Par là même sont mises au jour les tensions internes du droit politique dans le rapport du droit et des droits, de la République et de la Démocratie, de l'ordre et de la liberté.

L'ouvrage n'est pas une simple étude, il est aussi une réaffirmation de la valeur des principes du droit politique, jugée nécessaire en raison de la crise du droit politique qui caractérise notre époque et dont l'analyse fait l'objet d'une troisième partie. On y trouvera des analyses intéressantes et toujours aussi informées concernant la montée du nationalisme, le problème du fédéralisme et de l'élargissement du droit politique ou le rejet des principes du droit politique moderne, soit chez les penseurs conservateurs, soit dans les courants postmodernes. Mais la réflexion paraît trop dominée par un point de vue polémique visant principalement « le courant nietzscheo-heideggerien » pour qu'on puisse avoir le sentiment de comprendre les véritables enjeux de l'évolution contemporaine de l'État et du droit. La critique ne vise d'ailleurs pas seulement des penseurs mais bien le fonctionnement de l'État et l'évolution du droit. « Dans les transformations qui affectent aujourd'hui le droit politique, écrit l'A., nous assistons à l'oubli de l'impératif rationnel qui atteste l'humanité de l'homme. En moins de deux siècles, le droit politique [...] s'est infléchi vers un pluralisme qui porte en lui les miasmes d'une subjectivité anarchique » (p. 288). C'est donc surtout d'une réaffirmation des principes de l'ordre public républicain entendu de façon stricte qu'il s'agit ici ; elle correspond à une approche négative des problèmes concernant essentiellement les libertés qui naissent à l'articulation de l'État et de la société civile du fait de l'affirmation de cet ordre.

Hubert FAES.

Jürgen Habermas, *Die postnationale Konstellation. Politische Essays*, Francfort, Suhrkamp, 1998, 256 p.
 Jacques Bidet et Jean-Marc Lachaud (éd.), *Habermas, une politique délibérative*, Paris, PUF, deuxième semestre 1998, *Actuel Marx*, n° 24, 223 p.

Second ouvrage de Habermas paru en 1998, *Die postnationale Konstellation* est constitué d'une dizaine d'articles et conférences aux contenus disparates (on y trouve, par exemple, quelques articles de journaux sur le clonage, un écrit d'hommage – assez critique – pour le centième anniversaire de la naissance de Marcuse, une prise de position contre le livre récent de D. Goldhagen sur la responsabilité collective du peuple allemand dans les crimes du régime nazi). Deux écrits retiennent cependant davantage l'attention. Dans *Konzeptionen der Moderne*, Habermas tente de reformuler en fonction des enjeux intellectuels et politiques actuels les idées exprimées dans sa conférence de 1980 sur la modernité comme projet inachevé. Un second texte remarquable (« Was ist ein Volk ? ») porte sur un aspect particulièrement intéressant de l'histoire des sciences humaines en Allemagne. Habermas y insiste sur le rôle décisif qu'a joué la volonté d'engagement politique chez les historiens ou les philologues de la première moitié du XIX^e siècle, souvent représentés comme les premiers héros d'une science détachée des intérêts profanes ; il évalue les résultats – ambigus, car parfois marqués par un nationalisme outrancier – de cet engagement et montre comment l'occultation de cet aspect a été accompagnée d'un déclin intellectuel des « sciences de l'esprit » qui n'a pu être enravé que par la réintégration tardive des points de vue de la sociologie et du comparatisme.

Cependant, le texte de loin le plus important du recueil reste celui qui lui a donné son titre, car il marque assurément une inflexion notable dans l'évolution des idées politiques de l'auteur. En effet, dans *Droit et démocratie*, Habermas ne maintenait pas seulement le projet classique d'une philosophie politique, il en conservait aussi une des limites essentielles, à savoir le nationalisme méthodologique. *L'intégration républicaine* marquait de ce point de vue une nette avancée : dans la mesure où il se faisait plus sensible aux problématiques pluralistes et multiculturalistes à l'intérieur comme à l'extérieur d'une société donnée, le philosophe s'engageait sur la voie d'une problématisation authentique de l'international et du cosmopolitique (de là, par exemple, les textes sur le pacifisme et la construction européenne). Néanmoins, la question centrale semblait se limiter alors à celle de la coexistence entre cultures distinctes et de l'ouverture tolérante à l'autre, tandis que le domaine socio-économique demeurait, pour ainsi dire, hors champ. Dans *Die postnationale Konstellation*, cette limitation se trouve dépassée, car c'est bien à partir de l'exigence de répondre efficacement à ces provocations que constituent les crises sociales du présent que la notion d'une démocratie postnationale se trouve examinée et que s'impose la tâche de déconnecter une bonne fois le républicanisme du nationalisme.

L'idée essentielle de Habermas, c'est que les effets déstructurants des processus liés à la mondialisation ne peuvent être compensés que par la création de solidarités plus abstraites, complètement détachées des anciens enracinements ethniques et nationaux, et uniquement fondées sur la visée d'une formation collective et impartiale de la volonté. C'est à cette seule condition – celle d'une démocratie cosmopolitique, qui commence à s'esquisser grâce aux unions régionales, aux institutions internationales, aux organisations non gouvernementales, aux mouvements sociaux trans-

nationaux, mais surtout grâce à l'apparition d'une opinion publique mondiale – que l'on peut espérer domestiquer les forces déchainées du marché et les pouvoirs autoritaires. Sans insister sur la tonalité très utopique de ces belles pages, qui marquent sans doute le retour chez Habermas d'un style d'analyse plus engagé et plus critique à l'égard des évolutions contemporaines, on pourra se demander si la direction qu'elles indiquent n'implique pas – c'est aussi ce que suggère Apel dans son dernier livre – une refonte du système théorique élaboré dans *Droit et démocratie*, que Habermas semble tenir par ailleurs pour intact.

Les neuf auteurs ayant participé au numéro d'*Actuel Marx* consacré à la pensée politique de Habermas ne pouvaient naturellement pas tenir compte de ces derniers développements. Leurs contributions n'en conservent pas moins leur pertinence dans la perspective d'une évaluation équitable des apports du philosophe allemand dans ce domaine. On distinguera trois ensembles dans ces études.

Ch. Bouchindhomme, R. Rochlitz, J.-R. Ladmiral tentent en premier lieu de justifier, de manière classique mais efficace, les positions habermassiennes actuelles : en aucun cas – contrairement aux allégations contenues dans un article récent de J.-M. Vincent et qui sert de cible principale à ces auteurs – celles-ci ne peuvent être présentées comme les signes d'une régression, politiquement suspecte et philosophiquement intenable, par rapport à la radicalité supposée de Marx ou des premiers théoriciens de l'école de Francfort : il s'est plutôt agi d'une tentative de sauvetage des intentions critiques de ces auteurs, visant à renouveler le cadre théorique désormais caduc dans lequel ils pensaient.

Un second groupe d'études vise à une appréciation globale de la théorie politique de Habermas. M. Löwy, par une brève comparaison entre les diagnostics sur le présent chez Weber et chez Habermas voudrait montrer que celui-ci reste prisonnier d'un optimisme libéral typique du XIX^e siècle et dépassé depuis longtemps, croit-il, par celui-là. G. Raullet exprime des doutes quant aux capacités qu'a une théorie purement procédurale de la politique d'intégrer la problématique multiculturaliste. Y. Quiniou enfin prend acte de l'essai, caractéristique de l'éthique de la discussion, pour distinguer les problèmes éthiques (liés à une conception déterminée, non absolument rationalisable, de la vie bonne) des problèmes moraux (liés à l'exigence de justice), tout comme de l'effort habermasien pour intégrer à ce cadre le domaine sociopolitique ; mais il regrette qu'ici la théorie normative, en délaissant la sphère économique, se prive des moyens pour penser les conditions de sa propre application.

Enfin, trois articles, sans doute les plus intéressants du recueil, sont consacrés à l'étude critique d'aspects plus ponctuels de la pensée actuelle de Habermas. L'étude très précise de H. Reichelt met l'accent sur les difficultés inhérentes à la problématisation systémique, d'origine fonctionnaliste, du marché et du droit conçus comme « media » de l'intégration sociale. J. Bidet propose une impressionnante critique de la conception du droit comme instrument de médiation sociale, qui tire l'essentiel de son argumentation du marxisme : Habermas, même s'il n'entend pas consacrer comme telle la négociation, est conduit à voir en elle une approximation d'un processus menant à une décision rationnelle. N'est-ce pas là assurer les conditions d'une perpétuation de l'ordre existant, dans ses inégalités les plus criantes, et interdire à des impératifs de justice plus radicaux de se manifester ? Les difficultés que rencontre la pensée politique de Habermas à s'articuler au projet d'une théorie critique de la société contemporaine

sont également au cœur du passionnant essai que Y. Sintomer consacre au problème de la désobéissance civile. Parce qu'il a, sans le dire, adopté une position quasi hégélienne selon laquelle, sauf cas exceptionnels, les démocraties occidentales ne peuvent être légitimement contestées qu'à partir de principes sur lesquels elles sont déjà fondées, Habermas est amené à ne valoriser que cette forme timide d'engagement critique du citoyen qu'est la désobéissance civile. Le blocage des institutions délibératives, la persistance des dominations et des situations inégalitaires massives, tels qu'on les rencontre dans nos sociétés, n'invitent-ils pas – sans retomber dans une valorisation encore plus unilatérale de la violence – à envisager des cas où ce serait plutôt l'attitude radicale de *résistance* qui s'imposerait ? Autant de questions décisives qui pourraient être reformulées et précisées en fonction des évolutions caractéristiques de *Die postnationale Konstellation*.

Stéphane HABER.

Stuart Hampshire, *Justice is conflict*, Londres, Duckworth, 1999, 93 p.

Contrairement à la position platonicienne selon laquelle seule la raison peut résoudre les oppositions et les conflits, Stuart Hampshire développe une conception procédurale de la justice. Selon lui, celle-ci peut se décomposer en deux catégories : la justice des procédures, qui peut se régler par un débat contradictoire, et la justice des questions de substance, qui sera toujours en débat, sauf à admettre l'autorité « juridique » absolue d'un Dieu unique, ce qui n'est plus le cas en Occident aujourd'hui. Seule la première catégorie de justice fait l'objet de ce court essai : « Chaque individu a utilisé des procédures permettant de résoudre des tractions opposées et des impulsions opposées : les conflits politiques et leurs solutions sont strictement analogues » (p. 45). La justice procédurale doit s'appuyer sur deux éléments : une approche rationnelle des deux points de vue en conflit et un respect pour des règles de procédure acceptées localement et familières aux deux parties (p. 91). Certes « la justice procédurale tend par nature à être imparfaite et non idéale, puisqu'elle est le résultat désordonné (*untidy*) de compromis politiques du passé » (p. 39). Mais elle seule peut, selon l'auteur, répondre au souhait de justice d'un monde en conflit : « Le conflit est perpétuel » (p. 51). Cette conception procédurale de la justice, parfaitement adaptée à la tradition politique libérale, intéressera tous ceux que cette tradition satisfait, mais ne convaincra certainement pas ceux qui se réclament d'autres courants philosophiques.

Georges Chapouthier.

Pierre Hayat, *La laïcité et les pouvoirs. Pour une critique de la raison laïque*, Paris, Éditions Kimé, 1998, 191 p.

Il existe en France, comme le remarque l'auteur, un malaise de la laïcité. Celle-ci semble osciller entre un dogmatisme rigide, tout contraire à l'esprit des pères fondateurs, et un scepticisme relativiste qui considère que le combat pour la laïcité de l'État est terminé et qu'il faut se tourner vers d'autres tâches. « Cette crise de la laïcité française n'aurait qu'un intérêt anecdotique, si les valeurs qu'elle a véhiculées depuis plus d'un siècle ne devaient être réactivées face à la résurgence des idéologies identitaires du

sang et des racines, face aussi à la disponibilité d'une partie importante de la jeunesse à l'égard de toutes sortes de croyances » (p. 8). Il y a donc, non seulement un besoin de laïcité, mais aussi une nécessité à redéfinir ses objectifs. D'où le souhait de l'auteur « d'examiner à quelles conditions la laïcité peut se reconstruire, pour répondre aux défis contemporains » (p. 10).

Après avoir retracé les racines historiques de la laïcité dans l'héritage de Hobbes, de Locke, de Rousseau et de Spinoza, l'auteur tente de reformuler une laïcité adaptée à la société française d'aujourd'hui. Certes « la laïcité française n'a jamais existé comme une théorie juridique, politique ou philosophique autonome, séparés des enjeux historiques concrets » et « ses divisions importent autant que ses lignes de cohérence » (p. 99). C'est donc un ensemble complexe qu'analyse l'auteur, avec ses facettes politiques et pédagogiques, qui aboutit à la laïcité de l'État telle que nous la connaissons de nos jours, avec ses risques de dérive administrative : « Il importe à la laïcité contemporaine de trouver l'antidote à ces poisons sociaux que sont la bureaucratie et le corporatisme » (p. 185). À cette laïcité « technocratique » manque sans doute une éthique et c'est sous cet angle que l'auteur envisage une évolution possible. « Dans cette perspective, l'individualisme éthique de Lévinas et l'éthique de la discussion d'Habermas sont des références possibles pour la laïcité contemporaine » (p. 184). Mais un retour aux grands penseurs du passé (Rousseau, Spinoza...) ne paraît pas non plus inutile, afin que la laïcité puisse proposer de nouveaux « mécanismes institutionnels d'équilibre des pouvoirs » et même « un pluralisme de pouvoirs et de contre-pouvoirs » (p. 186). Mais cette évolution n'est possible que si l'on suit la raison. La laïcité reste donc fermement ancrée dans le rationalisme. Au total, l'ouvrage constitue un plaidoyer élégant et convaincant pour une laïcité d'aujourd'hui, qui intéressera tous les publics.

Georges CHAPOUTHIER.

Françoise Héritier (Séminaire de), *De la violence II*, Paris, Odile Jacob, 1999, 350 p.

Second volume issu du séminaire animé par Françoise Héritier au Collège de France (1996-1997), le présent ouvrage reprend des contributions qui abordent la violence par des approches souvent très originales. Toute la première partie traite de la violence à l'égard de l'animal et de ses conséquences pour l'homme, un thème trop rarement abordé par la réflexion dans ce domaine. Ainsi la philosophe Florence Burgat montre comment « l'animalisation, en dehors de la réalité zoologique, [...] constitue un processus de destitution du droit à avoir des droits, l'impossibilité d'accéder à une forme de reconnaissance permettant d'être traité comme une fin et jamais comme un simple moyen » (p. 45). Suivent des réflexions sur les rapports de la violence et de la douleur, sur l'expérience même de la douleur, sur les tentatives d'économie de la violence par le sacrifice rituel, sur diverses facettes anthropologiques ou ethnologiques du problème ou le statut de la non-violence. On lira aussi avec intérêt l'exposé de H. Atlan sur la morale de l'indignation et le texte de F. Héritier sur l'intolérance en tant qu'origine de la violence. Très riche débat, multidisciplinaire s'il en est, cet ouvrage intéresse tous les publics.

Georges CHAPOUTHIER.

Elmar Holenstein, *Entente interculturelle. Dix thèses à l'essai*, trad. de l'allemand par Charles Jeanson, Paris, Cerf, 1999, coll. « Humanités », 130 p., 90 F.

Notre époque d'échanges et d'immigration pose le problème du *multiculturalisme* qui avait été délaissé par l'ethnocentrisme du XIX^e siècle au nom notamment de l'idéalisation historique des cultures populaires. Elle a le devoir d'étendre l'universalisme, mais pas à la façon du romantisme qui souhaitait universaliser une culture particulière. Pourtant l'auteur trouve des avantages au fait que l'anglais devienne *langue auxiliaire universelle*. L'idée centrale du manifeste, c'est que les différentes cultures, plutôt qu'elles ne s'opposent, présentent des invariants et s'interpénètrent. Leurs différences proviennent de la place dévolue en chaque culture à des propriétés particulières. E. Holenstein prétend aussi qu'il y a analogie entre variations *interculturelles* et variations *intraculturelles*. Recourant à la linguistique, à la sémiotique et à une herméneutique, l'auteur prône une *compréhension interculturelle* éprouvée par l'exemple japonais.

Jean-Marc GABAUDE.

Axel Honneth, *La lutte pour la reconnaissance*, trad. Pierre Rush, Paris, Cerf, 2000, coll. « Passages », 232 p., 220 F.

Cet ouvrage, paru en 1992 et largement discuté depuis lors, aussi bien en Allemagne que dans les pays de langue anglaise, constitue un des témoignages les plus impressionnants de la vitalité de la recherche en philosophie sociale outre-Rhin, en particulier au sein de ce qu'il est convenu d'appeler la « troisième génération de l'école de Francfort », dont Honneth est, avec Wellmer, un des représentants les plus connus.

Depuis l'époque de ses premières prises de position critiques à l'égard de Habermas, où Foucault constituait une référence importante, le travail de Honneth vise à l'élaboration d'une conception du social qui réussirait à en assumer la composante agonistique sans renoncer à dégager des critères de jugement proprement moraux qui, loin de provenir d'une raison pure désincarnée, s'enracineraient alors dans le milieu vivant des relations sociales concrètes. Telle est ici la fonction de la notion de lutte pour la reconnaissance, élaborée pour la première fois dans les écrits hégéliens d'Iéna : elle est à la fois un instrument opératoire pour permettre de penser les formes diverses de conflit qui, au-delà des traditionnels affrontements de classes, divisent la société ; mais elle propose aussi une norme, immanente en quelque sorte à l'expérience vécue des agents, à laquelle la critique sociale peut recourir comme à un principe légitime de contestation (le déni de reconnaissance comme facteur de souffrance moral justifie le refus et l'opposition).

L'ouvrage, à partir de cette intuition, offre une reconstruction historique et théorique de grande ampleur. Honneth montre d'abord comment la tradition fondée par Hegel, qui voit dans la recherche active de la reconnaissance intersubjective de sa valeur personnelle et de ses contributions à la société un des centres de gravité essentiels de la vie sociale et morale, a élaboré une alternative valable aux conceptions issues de Machiavel et de Hobbes, qui voient dans la lutte pour l'autoconservation le fait primitif de la vie humaine. Il suit ensuite les signes de la persistance et de l'enrichissement de cette tradition hégélienne dans la pensée politique et

dans les sciences humaines contemporaines (signalons en particulier des passages brillants sur Mead et Winnicott). Servi par une écriture dense et précise ainsi que par des analyses toujours ingénieuses, le livre d'A. Honneth fait date et ouvre en France des perspectives neuves aux discussions aussi bien en théorie sociale qu'en philosophie morale.

Stéphane HABER.

Théodore Jouffroy, *Cours de droit naturel professé à la Faculté des Lettres de Paris, 1834-1835*, préface de Ph. Damiron (2^e éd., 1858), Paris, Arthème Fayard, 1998, « Corpus des œuvres de philosophie en langue française », relié 23×15 cm, 822 p. Prix : 350 F.

Ce volume avait été conçu par Jouffroy (1796-1842) sous le titre *Prolégomènes au droit naturel*. La mort de l'auteur n'a pas permis la réalisation des tomes suivants : *Morale personnelle*, *Droit réel*, *Morale sociale*, *Religion naturelle*. Disciple original de Victor Cousin, Jouffroy mise, dans son *Droit naturel*, sur la nature et la destinée de l'homme. Métaphysicien et moraliste, il considère que la « science du Droit naturel » établit les règles de la conduite humaine. Dans un parcours historique qui mérite également attention, il s'appuie sur l'examen critique d'une vingtaine de doctrines morales. La plupart, estime-t-il, commencent par s'enquérir de l'origine des notions alors qu'il est plus opératoire d'observer d'abord les *faits moraux* et de rechercher les motifs réels des déterminations humaines en dégageant celui qui fonde les notions morales. S'il y a droit et devoir, c'est parce qu'est présente en l'homme une idée de loi *obligatoire*, donc un motif moral face à « une lutte perpétuelle et fondamentale entre notre nature et la situation dans laquelle elle a été placée » (p. 81) – ce qui paraît pessimiste. Les règles de l'appréciation morale se trouvent dans « les conceptions de la raison » (p. 445). On ne peut résoudre le problème moral sans faire appel à des « vérités évidentes par elles-mêmes, conçues *a priori* par la raison » (p. 741). Pour Jouffroy, la méthode d'observation n'était qu'un moment de sa théorisation.

Jean-Marc GABAUDE.

Donald R. Kelley (éd), *History and the Disciplines. The Reclassification of Knowledge in Early Modern Europe*, Rochester NY, The University of Rochester Press, 1997, VIII-344 p.

Qu'est ce que l'on considère comme savoir (*knowledge*) ? Quelles sont ses divisions, et comment sont-elles reliées ? Qui possède ce savoir, et pour quels usages ? Comment est-il transmis, et comment son histoire peut-elle être comprise et écrite ? Telles sont les questions initiales traitées dans cet ouvrage collectif réalisé sous la direction de D. R. Kelley, directeur du *Journal of the History of Ideas*. Le livre rassemble des contributions portant sur la première modernité (de la Renaissance aux Lumières), de chercheurs qui pratiquent l'histoire des idées ou ce que l'on appelle plus volontiers aujourd'hui l'histoire intellectuelle. L'un des objectifs majeurs de ces études, comme le note D. Kelley dans son introduction, est de montrer l'utilisation de l'histoire pour conférer identité, antiquité et légitimité aux diverses disciplines, dans une vision généralement progressiste, et supposant une brutale séparation avec les stades historiques antérieurs.

Revue philosophique, n° 1/2001, p. 73 à p. 134

La notion de « discipline » est au centre de l'attention et les auteurs en traitent selon l'approche de leur propre discipline : en se concentrant sur les aspects culturels, contextuels, institutionnels et historiques de la recomposition et de la réorganisation des savoirs au début de l'époque moderne. D. Kelley poursuit sa réflexion préliminaire dans l'article qui ouvre le volume (« The Problem of Knowledge and the Concept of Discipline ») : « Les disciplines prétendent être des structures logiques et nécessaires, mais elle sont aussi des constructions culturelles, que les non-disciples peuvent très bien considérer comme des opinions instables ou l'expression d'intérêts » (p. 25). Une discipline se définit certes par son langage propre, ses méthodes, ses programmes, son organisation, mais aussi par sa base sociale et institutionnelle, ses moyens d'assurer sa continuité et de préserver ou d'étendre son influence, et enfin par sa capacité à se donner une image et une légitimité en écrivant sa propre histoire (p. 26).

D. Kelley retrace surtout dans cet article l'histoire de la notion de discipline comme *mathesis*, c'est-à-dire la connexion entre le maître (*didaskalos*) et le disciple (*mathetes*), « le procès de transmission intellectuelle qui donne structure et continuité à la tradition philosophique grecque depuis le début » (p. 14). Cette histoire n'est autre que celle de l'histoire doxographique de la philosophie, telle qu'elle a pu d'abord se constituer en référence à Diogène Laërce et trouver son développement dans l'école éclectique (Buddeus, Gundling, Brucker, Morhof), en rupture avec les pratiques modernes de la philosophie fondées sur le rejet de l'opinion et, à ce titre, de la doxographie historique (Descartes...). Bien sûr, l'histoire intellectuelle se dote du même coup de sa propre histoire.

Si l'on envisage cet ouvrage selon cette optique (l'histoire intellectuelle accompli ici pour elle-même ce qu'elle décrit), on comprend l'extrême attention prêtée par ces chercheurs à l'histoire de l'histoire de la philosophie dans l'école éclectique, à laquelle sont consacrés trois articles importants de C. Blackwell (« Thales Philosophus, The Beginning of Philosophy as a Discipline »), U. J. Schneider (« Eclecticism and the History of Philosophy ») et M. Muslow (« Gundling vs Buddeus, Competing Models of the History of Philosophy »), auxquels on peut associer une étude sur l'historiographie philosophique de Pufendorf (M. Seidler). Mais on comprend aussi l'intérêt pour Bodin et Montaigne, et les usages nouveaux qu'ils proposent du patrimoine doxographique (A. Blair, « Bodin, Montaigne, and the Role of Disciplinary Boundaries »), pour un Gabriel Naudé et sa conception de la bibliothèque publique et universelle (P. Nelles, « The Library as an Instrument of Discorvery »), pour un Bacon, et le rôle dévolu à l'*historia litteraria* dans la philosophie naturelle (P. Findlen) ou encore pour un penseur de l'histoire comme Vico dénonçant la « barbarie de la réflexion » des Descartes et Locke (D. Ph. Verene, « Vivo and Barbarism of Reflection »).

Ce n'est là qu'une manière indirecte et insuffisante de présenter ces études, qui traitent d'abord de la formation et transformation des disciplines à travers leur propre histoire, leur restructuration et réorganisation (Bodin, Bacon), mais également qui touchent à des entreprises de mise en cause du savoir disciplinaire (Montaigne, Vico). Un cas intéressant est offert par la constitution de la philosophie morale, car la morale appartenait précédemment à la fois au cercle des arts libéraux et aux sciences pratiques de la philosophie aristotélicienne, et elle reste prise entre les héritages grec et biblique (J. B. Schneewind, « No discipline, no history. The case of Moral Philosophy »). D'autres travaux portent sur les rapports de la philologie et de l'histoire, à travers les études de l'« Antiquaire » Peiresc (P. Miner,

« An Antiquary between Philology and History, Peisresc and the Samaritans », sur la musique et son histoire dans les traités dédiés à l'*Ars musica* (A. Moyer, « Musical Scholarship in Italy at the End of the Renaissance, 1500-1650: From *Veritas* to *Verisimilitudo* »), sur la naissance de l'« anthropologie » comme « histoire de l'humanité » au XVIII^e siècle (Antony Pagden), sur les histoires de l'astronomie composées à la fin de la Renaissance (A. Grafton), sur la constitution au XVIII^e siècle d'une science de l'hygiène et de la diététique, là encore à travers l'« histoire » de la discipline (H. Mikkeli, « Legitimizing a Discipline. James Mackenzie's *History of Health* -1758 ») et enfin, hors époque, sur la question de l'histoire disciplinaire de la médecine au XIX^e siècle, qui oppose E. Du Bois-Reymond et R. Virchow (N. Jardine, « The Mantle of Müller and the Ghost of Goethe. Interactions between the Sciences and their Histories »). J'allais oublier, placée désobligeamment en queue de peloton, une étude de L. Schiebinger, sur l'exclusion des femmes de la science moderne et sur le savoir *gendered* qui en découle (« Gender in Early Modern Science »).

Dans tous ces travaux, et tout particulièrement dans l'introduction et l'article de D. Kelley, on peut observer une double réticence ou défiance, qui paraît structurelle à la discipline elle-même (et déjà présente, sous une forme plus encore marquée, à l'origine, chez Lovejoy), et qui ne laisse pas d'être problématique : d'une part, à l'égard de l'histoire (ou des histoires) économique, politique et sociale (alors même que ces chercheurs se disent convaincus de l'importance des contextes institutionnels et des usages sociaux des disciplines pour la compréhension de ces savoirs eux-mêmes), et, d'autre part, plus farouche, le rejet de la philosophie proprement dite, d'une histoire philosophique des disciplines, c'est-à-dire d'une histoire engageant une philosophie de l'histoire, ou du moins une réflexion philosophique sur l'histoire. Cette distance, adoptée spécialement à l'encontre de l'histoire de la philosophie, a sans aucun doute permis la découverte et l'investigation d'immenses champs de l'histoire culturelle (et philosophique !) jusque-là négligés par les philosophes et les historiens, comme les études contenues dans ce volume le prouvent, mais elle montre bien aussi cette difficulté d'être finalement voué au statut de discipline frontalière. N'y aurait-il pas dès lors intérêt à jouer la carte du métissage, de l'expérimentation et de la réflexion tous azimuts ?

Jean-Pierre CAVAILLÉ.

Angele Kremer-Marietti (dir.), *Sociologie de la science*, Sprimont, Mardaga, 1998, (coll. « Philosophie et langage ») 268 p. 1 050 FB/187 F.

Cet ouvrage, issu d'un colloque, contient à la fois des mises au point synthétiques et des contributions originales en sociologie des sciences. Dans un essai d'ouverture et de synthèse, Bernard-Pierre Lécuyer retrace excellemment les tendances de la discipline. Elle remonte, comme nous le rappellent les contributions d'Annie Petit et Magali Cachera, à la sociologie de Comte, voire même à Alphonse de Candolle, plus connu comme naturaliste, et dont Jean-Gérard Rossi expose les contributions. Une autre partie du volume est consacrée au grand classique de la sociologie des sciences du XX^e siècle, Merton. Mais on peut dire que le champ actuel est dominé par les débats kuhniens et postkuhniens, sur le thème « rationalité et relativisme », et sur le programme dit « fort » de Barnes et Bloor. Plusieurs communications lui sont consacrées. Je recommande vivement la descente

Revue philosophique, n° 1/2001, p. 73 à p. 134

en flammes réglée de Bruno Latour par James Robert Brown dans un essai décapant et rafraîchissant. Il n'est pas possible de parler de tous les essais du volume, mais mentionnons celui d'Anastasios Brenner sur Duhem, qui montre bien que le conventionnalisme qu'on prête à celui-ci, et qui a certaines affinités *prima facie* avec le relativisme de Latour *et al.*, est en fait bien peu compatible avec celui-ci. Un essai de la directrice du volume sur la différence entre l'épistémologie individuelle et l'épistémologie collective clôt un volume intéressant, bien qu'un peu divers, à l'image d'un champ encore en gestation. Mais, au fond, je me demande, dans ce domaine, si l'une des contributions les plus importantes des dernières années n'est pas tout simplement le canular de Sokal.

Pascal ENGEL.

Philippe Meyer, *L'homme et le sel. Réflexions sur l'histoire humaine et l'évolution de la médecine*, Paris, Sanofi-Synthélabo, 2000, coll. « Les Empêcheurs de penser en rond », 211 p.

Il s'agit de la réédition, revue et améliorée, du livre marquant de Philippe Meyer paru sur ce thème en 1982 chez Arthème Fayard. L'auteur nous entraîne dans l'histoire du sel et nous fait mesurer l'importance bénéfique de ce composé d'abord pour les animaux terrestres, éloignés de leur milieu marin, puis pour l'homme. Cette « faim de sel » est si essentielle qu'elle a eu des impacts nombreux dans l'organisation, notamment fiscale, des sociétés humaines (taxes, gabelles...), voire dans les injustices sociales et les guerres (que l'on se rappelle le rôle du sel dans les revendications de Gandhi en Inde). Il s'ensuit aussi, dans les différentes civilisations, une très intéressante symbolique du sel, souvent propre à éloigner les démons, ainsi que des conséquences médicales. Celles-là sont négatives et dues à l'excès de consommation de sel dans cette maladie chronique des sociétés de l'abondance qu'est l'hypertension artérielle, que l'auteur analyse dans le détail. Histoire en profondeur d'un composé dont l'homme peut tirer le meilleur comme le pire – « Dans sa folie l'homme a oublié que le sel a deux visages » (p. 67) – le livre de Meyer se lit comme un roman et intéressera tous les publics.

Georges CHAPOUTHIER.

Alain Milon, *L'Art de la conversation*, Paris, PUF, 1999, coll. « Perspectives critiques », x + 182 p. (dont 5 illustrées), 108 F.

La finalité de l'acte *conversationnel* s'inscrit dans « une critique du modèle échangiste de la communication » (p. 10). Se référant à l'*Anthropologie du point de vue pragmatique* de Kant, l'auteur, sociologue, part de quatre principes de sociabilité : mise en commun du thème de discussion et refus de changement superflu, absence de temps mort et de toute ergoterie. Comment concilier ces quatre règles avec trois autres : ne pas entrer dans l'intimité, dire le moins possible pour ne pas froisser l'autre et rester poli ? C'est que toute conversation présuppose l'expression d'une *finalité sans fin*. Analysant des moments de *crises conversationnelles* mises en scène picturale ou cinématographique par Matisse, René Magritte, Hergé, Michelangelo Antonioni et Jacques Tati, l'auteur propose une approche scientifique, philosophique et esthétique de l'art de converser.

Jean-Marc GABAUDE.

Georges Navet (dir.), *Modernité de la servitude*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999, coll. « Forum de l'IFRAS », 176 p.

Ces *Actes de colloque interdisciplinaire* (Nancy, 1998), avec douze contributions et l'introduction de G. Navet, décrivent et repensent diverses manifestations modernes et contemporaines de la *servitude* en remontant aux fondements ou en redescendant aux conséquences. Si ce terme illustré par La Boétie paraît aujourd'hui désuet, ne serait-ce pas le signe d'un triomphe de la servitude ? Éric Lecerf montre, à travers l'histoire et la philosophie, que l'asservissement du salarié ou du chômeur a été préfiguré par l'esclavage, comme s'il y avait permanence du mal. Emmanuel Terray témoigne des « sans-papiers », surexploités par des employeurs clandestins. Hélène Piralian explique comment le *non-droit colonial*, absous et jamais avoué, a essaimé en Algérie avec le pouvoir du FLN. Patrick Cingolani met en lumière la servitude perpétrée par le Renouveau charismatique. Antigone Moutchouris observe les jeunes de 15-19 ans sortis de la scolarité. Artan Fuga met en cause la logique aristotélicienne, notamment sa dichotomisation conceptuelle et l'exclusion catégorielle. Paul Valadier se réfère à la portée libératrice du message chrétien systématisé par saint Paul et non à saint Augustin et à la tradition chrétienne légitimant l'esclavage, conséquence du péché ; plus fortes et plus indiscutables sont les racines chrétiennes de la théologie de la libération. Sylvana Rabinovich analyse la « responsabilité pour l'autre » de Levinas. Dans une esquisse critique de la sociologie de l'État, Joseph Romano scrute le sens de « servir l'État ». Le kaléidoscope littéraire et philosophique de François Déotte décèle l'hypocrisie « socialo-libérale » (p. 132). Olivier Le Cour-Grandmaison éclaire l'actuel recours à la modestie au moyen de la dimension politico-religieuse de l'humilité chrétienne. Au-delà de la *servitude volontaire*, Martine Leibovici dévoile, à travers l'exemple nazi, l'emprise totalitaire jusque dans les rêves et même jusqu'à l'abolition du désir de liberté lui-même. Servitude des colloques interdisciplinaires ?

Jean-Marc GABAUDE.

Antonio Negri, *Le pouvoir constituant. Essai sur les alternatives de la modernité*, trad. d'Étienne Balibar et François Matheron, Paris, PUF, 1997, coll. « Pratiques Théoriques », VIII-448 p., 220 F.

Ce livre est un essai sur le destin du politique dans la modernité et sur l'histoire de la pensée politique de la modernité. Il est centré sur le concept de pouvoir constituant présenté comme celui d'une crise rémanente tout au long de l'époque moderne, dont témoigne la série des révolutions qui jalonnent l'histoire politique depuis la révolution italienne jusqu'à la révolution russe en passant par les révolutions anglaise, américaine et française. Le pouvoir constituant est le pouvoir du sujet qu'est la multitude populaire. Il dispose de la puissance révolutionnaire qui est le vrai moteur du politique. L'histoire de la politique moderne est l'histoire d'incessants efforts pour domestiquer et juguler cette puissance par le rationalisme constitutionnel moderne.

Le but de l'ouvrage est donc d'essayer, en relisant et en réinterprétant certains grands penseurs politiques (Machiavel, Harrington, les pères de la

révolution américaine, Sieyès, Marx, Lénine principalement), de retracer l'histoire de la formation du concept de pouvoir constituant, mais en retrouvant, contre l'effort de rationalisation, toute sa radicalité critique et démocratique. Il conduit, au terme de ce parcours historique, à s'interroger sur un au-delà de la modernité. L'A. considère en effet qu'avec la révolution russe et l'échec des régimes qui s'en sont réclamés, un cycle s'est achevé et se demande si le temps n'est pas venu d'une rationalité politique nouvelle fondée non plus sur la peur de la multitude mais sur l'affirmation créatrice de la subjectivité collective.

L'ouvrage est ambitieux mais tient ses promesses. Il n'est pas simplement de science et d'érudition, même s'il est bien informé, il est surtout de réflexion. Il s'efforce de retrouver les enjeux des idées dans la vie et l'histoire, et cherche « à nous conduire jusqu'à l'analyse de la puissance de l'homme contemporain » (p. 51). Mais ce qui frappe, dans ce livre qui paraît instruire une rupture par rapport à la modernité, c'est qu'il envisage surtout une continuité, puisqu'il s'agit simplement de libérer la puissance et d'affirmer le sujet qui sont à l'œuvre depuis le début de l'époque moderne.

Hubert FAES.

Nicola Panichi, *Plutarchus redivivus ? La Boétie e i suoi interpreti*, suivi de *Discorso di Stefano della Boétie Della schiavitù volontaria o il Contr'Uno*, traduction de Cesare Paribelli, Naples, Vivarium-Istituto italiano per gli studi filosofici, 1999, 132 et vi-80 p.

Le bicentenaire de l'éphémère république de Naples (1799), dite parthénopéenne, a rendu opportune la réimpression de la traduction par Cesare Paribelli du *Discours de la servitude volontaire*, édité à Naples, l'an VII de la République. L'importance historique et philosophique de cette première traduction italienne du texte de La Boétie (et 1^{re} éd. complète et séparée, après l'édition anglaise de 1735 et depuis l'édition Mouchar de 1577 à Reims) tient aussi au fait qu'elle porte le poids des circonstances de l'échec de la République parthénopéenne. Le général républicain Championnet, à l'instigation de Marc Antoine Julien, occupait Naples contre les ordres du Directoire. Il mettait en place une constitution inspirée de l'an II, des idées de Robespierre et de Buonarroti. Mais, malgré les efforts pour attacher la paysannerie et les ouvriers au salut de la révolution, la plèbe joua en faveur de l'opposition royaliste. Dans une nation trop longtemps sous les chaînes, la plèbe retrouvant ses droits ne sait plus « attacher une idée adéquate aux vocables de liberté, d'égalité, de patrie, de république » et est incapable d'imaginer « comment il se peut vivre sans maître » : telle est l'interprétation de cette situation, considérée avec le prisme du *Contr'Un*, de la préface du « citoyen éditeur » de 1799 (p. v). Proche de Championnet et ami de Julien, Paribelli eut un rôle central dans la période (notamment, il s'occupa à Paris des exilés et des victimes de la contre-révolution à Naples). L'urgence des circonstances ne lui permit pas d'appuyer sa traduction de l'apparat critique et explicatif (seules des notes de l'édition Coste sont reprises) propre à éclairer un texte « généralement ignoré » et « qui aurait dû passer à la postérité comme une œuvre d'éducation publique et privée » donnant à la jeunesse « cette solide vertu sans laquelle la démocratie ne peut pas régner et encore moins prospérer » (p. III-VI).

Revue philosophique, n° 1/2001, p. 73 à p. 134

Frappé par les vicissitudes éditoriales d'un texte en effet « généralement ignoré » jusqu'à l'effort de Paribelli et qui reparaitra en période de crise (après la Révolution française et la république de Naples, les luttes ouvrières de 1834-1835 à Paris et à Lyon, le Risorgimento, la Commune de Paris, la république de Weimar, la libération du nazisme et du fascisme), Nicola Panichi expose l'histoire de l'interprétation et de l'usage de cet opuscule dont la force réside dans la capacité, à l'écart de la raison classique qui pense en termes de meilleur régime, à mettre en cause la structure même de la domination : le consensus. *Plutarchus Redivivus ?* Un mot de Montaigne (*Essais*, I, 26) donna matière à réduire la portée du *Contr'Un* en rabattant son interprétation sur ses clés classiques et rhétoriques, et l'on sait que La Boétie traduisit Plutarque. Mais il se peut surtout que, dans Plutarque, La Boétie ait lu l'histoire de l'oppression et développé dans son *Discours* les moyens d'y résister (p. 67-70). Le sens de cette relation Plutarque-La Boétie doit se comprendre en termes dialectiques de relève, et il ne saurait s'agir de moquer les « interprétations actualisantes » du petit chef-d'œuvre, sauf à en redouter le caractère émancipateur et révolutionnaire, mais de signification intemporelle – et là est l'enjeu de la stratégie de Montaigne, « stratégie de l'acquisition de l'innocence » (p. 39).

L'essai de Nicola Panichi est suivi (p. 105-130) d'une bibliographie très détaillée et actualisée qui fait état des différentes éditions, des traductions italiennes, anglaises et allemandes du *Contr'Un*, des documents qui concernent sa réception (une centaine de titres, des archives de la Gironde aux arrêts du Parlement de Bordeaux, de Montaigne à Pancrazzi en 1944, en passant par Pasquier et Agrippa d'Aubigné, Marat et Maréchal, Louis Blanc et Max Nettlau), distingués des études (plus de 200 sont répertoriées) de 1904 à 1998.

Resteraient à étudier les spécificités de cette traduction et la personnalité de Paribelli en rattachant plus précisément cette version du texte de La Boétie à son contexte (Panichi, note 1, mentionne seulement l'ouvrage fondamental mais ancien de B. Croce, *La Rivoluzione napoletana del 1799*, rééd. Bari, 1961, qui comprend une notice biographique sur Paribelli). Relevons, à cette fin, que Anna Maria Rao, directrice de la collection de l'Institut italien pour les Études philosophiques qui accueille ce livre, connue pour ses travaux sur l'émigration politique italienne en France pendant la période révolutionnaire et récemment vice-présidente de la Société des études robespierristes, a introduit le fascicule des *Annales historiques de la Révolution française* (n° 3, 1998), consacré, à l'occasion du bicentenaire, au *Triennio* italien (1796-1799), cette « expérience fondamentale pour la naissance d'une culture démocratique en Italie, mais qui a été longtemps sous-estimée, négligée, presque oubliée par l'historiographie » (p. 390).

Jérémie BARTHAS.

Joseph Pestieau, *Les citoyens au bazar. Mondialisation, nations et minorités*, Sainte-Foy (Québec), Les Presses de l'Université Laval, 1999, coll. « Prisme », 316 p.

Cette étude interdisciplinaire (l'auteur, québécois, travaille aux confins de l'anthropologie sociale, de la philosophie et de la politique) décrit, sans prendre parti, deux phénomènes qui se croisent : tant la tendance commu-

nautariste, multinationale et multiculturelle que la mondialisation affectent la solidarité, l'identité et la souveraineté des États démocratiques et libéraux. La puissance de l'État est limitée par la loi anonyme des marchés internationaux et de la spéculation financière. Tous les peuples ne pouvant devenir États-nations – qui offrent le modèle universel d'organisation politique –, comment définir et protéger les minorités ? Pestieau se réfère à ce que Habermas appelle *patriotisme constitutionnel* et il souhaite la rencontre des cultures dans un espace public.

Jean-Marc GABAUDE.

Bernhard Plé, *Die « Welt » aus den Wissenschaften. Der Positivismus in Frankreich, England und Italien von 1848 bis ins zweite Jahrzehnt des 20. Jahrhunderts. Eine wissenssoziologische Studie*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1996, 625 p.

Dans cette thèse d'Habilitation, soutenue en 1994, devant l'Université de Bayreuth, structurée en quatre parties fort développées, le Positivisme est abordé en tant qu'objet d'une sociologie de la science, du type « empirico-historique ». Ensuite est traitée l'image qu'a voulu donner de lui-même le Positivisme « organisé » tel qu'il s'est développé à partir d'Auguste Comte ; en même temps sont étudiées ses caractéristiques et les modalités selon lesquelles il a pu se définir surtout en France et en Angleterre. À l'opposé du Positivisme français ou anglais, le Positivisme italien paraît dans le déploiement d'une position indépendante de cette organisation. Enfin, l'auteur conclut ses divers travaux en ouvrant les perspectives qu'ils autorisent vers de nouvelles recherches à développer ultérieurement.

Le principal objet du livre se concentre sur le processus d'apparition, de développement et d'expansion du Positivisme, dans le cadre européen à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle et jusqu'à la seconde décennie du XX^e. L'étude se situe dans le contexte de l'histoire politique et religieuse, autant que dans celui de l'histoire des sciences. Au-delà des frontières nationales, l'auteur nous fait assister à la propagation d'une volonté de renouvellement culturel sous le signe du Positivisme, qui imprègne progressivement les esprits. Or le Positivisme a rarement été approfondi du point de vue adopté dans cette étude sociologique : selon une perspective historicosociale. En effet, jusque dans les années 1990, seule a été prise en considération la doctrine philosophique d'Auguste Comte avec ses incidences en matière de science sociale, y compris les considérations sur la fondation de la sociologie elle-même, dont Comte créa le nom et l'idée.

Il ne s'agit ni d'une étude de la réception faite au Positivisme, ni de l'étude historique des conséquences politiques directes du Positivisme, comme il y en a eu concernant le Positivisme idéologique au Brésil ou en Turquie avec ses retombées politiques. La somme ici présentée est une sociologie historique du Positivisme, considéré hors de l'histoire des idées, de l'histoire de la philosophie et de l'histoire des sciences, même si les données issues de ces disciplines sont connues de l'auteur et parfaitement mises en relation avec son point de vue.

Angèle KREMER-MARIETTI.

John G. A. Pocock, *Vertu, Commerce et Histoire. Essais sur la pensée et l'histoire politique au XVIII^e siècle*, trad. Hélène Aji, avant-propos de Denis Baranger, Paris, PUF, 1998, coll. « Léviathan », 410 p.

Il faut se féliciter de la parution en français de ce recueil publié par le célèbre historien néo-zélandais en 1986. Le livre rassemble une série d'essais sur l'histoire des discours politiques en Angleterre, en Écosse et en Amérique du Nord de 1689 à 1832. Il examine dans les discours les réactions à l'histoire de la société moderne marquée par le développement de la société commerciale. On peut lire cette histoire comme le passage de l'homme moral à l'homme social, de la République fondée sur la vertu à la société reposant sur le calcul, le passage de l'individualisme de la vertu politique et militaire fondée sur la propriété terrienne à l'individualisme de la passion et de l'intérêt fondé sur la propriété mobilière. Mais la thèse de l'A. est que, dans le discours politique, la tension reste constante entre les deux paradigmes et que le discours de la vertu républicaine ne disparaît jamais. Autrement dit, le passage au modèle libéral n'est jamais accompli, le libéralisme ne l'avait pas définitivement emporté quand le marxisme est entré en scène pour l'attaquer.

Ces essais étudient les multiples courants idéologiques, notamment les variétés de whiggisme avec une très grande précision. Ils réévaluent le rôle des auteurs dans cette histoire, notamment celui de Locke. La richesse de l'information et la précision n'empêchent pas l'A. de s'élever aussi à des vues générales structurantes pour l'ensemble de l'histoire de cette période.

Notons enfin l'importance du chapitre 1, un ensemble de notes méthodologiques qui expliquent pourquoi l'histoire doit se comprendre et se pratiquer comme histoire des discours politiques et non comme histoire de la pensée politique.

Hubert FAES.

John G. A. Pocock, *Le moment machiavélien. La pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique*, trad. Luc Borot, Paris, PUF, 1997, « Léviathan », LVII-584 p., 298 F.

Il faut se réjouir de la parution en français de l'un des ouvrages d'histoire des idées politiques les plus marquants de ce dernier quart de siècle. Paru initialement en 1975, invariablement associé aux travaux postérieurs de ce qu'il est convenu d'appeler l'école de Cambridge (Quentin Skinner, etc.), comme partageant les mêmes convictions méthodologiques (*linguistic turn* et contextualisme) et interprétatives (le « révisionnisme » républicain), ce livre s'emploie à exhumer et réévaluer le rôle joué par le modèle civique et républicain dans l'histoire politique moderne, un rôle fondamental pour l'auteur, occulté dans l'historiographie par le monopole du paradigme libéral et juridique. Comme le souligne J.-F. Spitz dans une préface très synthétique et riche d'informations, Pocock reconsidère l'histoire de la philosophie politique moderne à partir du conflit entre deux « langages » : d'une part, « un langage politique qui exalte l'individualisme marchand, la spécialisation des fonctions, l'essor de la civilisation et de la politesse et du raffinements des mœurs », mais aussi « la passivité politique, la représentation, et la dose de corruption nécessaire à la stabilité du gouvernement » et, d'autre part, « un langage civique, humaniste et républicain, qui insiste sur l'idée que la liberté ne peut subsister sans la

vertu et la participation de tous ». Ce second « langage » voit dans la promotion du commerce et de la richesse une menace pour la liberté et l'égalité et, fidèle à la tradition de la définition aristotélicienne de l'homme animal politique, considère l'oubli de la « dimension politique de l'existence » comme une mise en cause « des bases mêmes de la personnalité humaine » (p. XXIII)¹.

Par moment machiavélien, Pocock entend signifier deux choses : d'une part, « le moment où est apparue la pensée machiavélienne », défini résolument « de façon sélective et thématique » comme celui où le modèle républicain est confronté à sa propre crise, et, d'autre part, ce problème lui-même, comme « moment dans le temps conceptualisé, où la république fut perçue comme confrontée à sa propre finitude temporelle, comme s'efforçant de rester moralement et politiquement stable dans un flot d'événements irrationnels conçus essentiellement comme détruisant tous les systèmes de stabilité séculière » : on aura reconnu ce que le vocabulaire machiavélien nomme la confrontation de la « vertu » à la « fortune » et à la « corruption » (p. XLVIII). Ainsi une première partie du livre est-elle consacrée à la pensée florentine de l'époque de Machiavel (1494-1530) et centrée sur les questions inhérentes à la « réactivation de l'idéal républicain par les humanistes civiques », à travers une série d'auteurs (Bruni, Savonarole, Guichardin, Giannotti...). Mais Pocock entend aussi montrer dans une seconde grande partie qu'il y a une histoire continue de ce moment machiavélien dans la culture politique moderne, avec le legs des concepts de « gouvernement équilibré » et de « *virtù* », et la mise en avant du « rôle des armes et de la propriété dans le façonnement de la personnalité civique ». Cette histoire, l'auteur la retrace dans la pensée anglo-américaine des XVII^e et XVIII^e siècles (à travers, en particulier, les figures de Harrington et de Sidney, puis de Fletcher, de Defoe, etc.) puis dans les débats américains du XIX^e siècle.

Sans entrer dans le détail de cette grande fresque, ni discuter des questions de méthode (l'identification d'un « langage républicain », véritablement homogène à travers le temps, et d'abord la légitimité épistémologique de la notion même de langage pour désigner l'objet d'étude de l'histoire de la pensée politique) et d'interprétation (à commencer par celle de la pensée de Machiavel lui-même) que ce travail ne manque pas de poser, notons seulement, avec le préfacier, que la France du XVIII^e siècle est la grande absente de cette synthèse (à ne considérer que l'univers anglosaxon, on s'attendrait cependant à trouver le nom de Tocqueville, qui n'apparaît guère) et Pocock lui-même, dans son avant-propos à la présente édition, reconnaît que l'« on pourrait sans doute écrire des études comparables à propos de la France, des Pays-Bas et des autres cultures politiques européennes ». Signalons enfin que l'auteur fait au même endroit le point sur la relation de ses recherches avec les ouvrages les plus significatifs publiés depuis 1975 sur les mêmes questions. Il y évoque également, faisant écho au préfacier, les nombreuses polémiques auxquelles son livre a

1. Cf. également, du même auteur, l'essai consacré aux deux ouvrages de Pocock (*The Machiavellian moment...* et *Virtue, Commerce and History*) : La face cachée de la philosophie politique moderne, *Critique*, mai 1989, p. 307-334, ainsi que son ouvrage, *La liberté politique. Essai de généalogie conceptuelle*, Paris, PUF, 1995.

Revue philosophique, n° 1/2001, p. 73 à p. 134

donné lieu aux États-Unis (et ailleurs)¹, et qui attestent bien, à ses yeux, que le débat qui oppose « le républicanisme *ancien* (vertueux) au républicanisme *moderne* (marchand) » a conservé « toute son intensité ».

Jean-Pierre CAVAILLÉ.

Alain Renaut (dir.), *Histoire de la philosophie politique*, Paris, Calmann-Lévy, 1999, 5 vol. de 2 538 p. en tout.

C'est une vaste entreprise : un directeur, Alain Renaut, assisté de deux collaborateurs, Pierre-Henri Tavoillot et Patrick Savidan ; une trentaine d'auteurs différents, sans compter les principaux responsables, dont les interventions sont récurrentes ; cinq volumes de plus de 400 pages chacun. S'il revêt la forme d'un ouvrage collectif, ce travail porte la marque d'Alain Renaut, auteur non seulement de ses contributions, mais des introductions de chaque volume, et, à l'intérieur de chacun d'eux, de l'introduction de chaque moment : afin de faire comprendre au lecteur qu'une même logique et un même engagement circulent d'un volume à l'autre, d'une époque à une autre, et même d'un chapitre à un autre.

Plusieurs raisons justifient l'ampleur et l'ambition de ce projet. C'est, d'abord, le constat d'une résurgence de la philosophie politique, dont témoignent notamment les discussions et commentaires auxquels continue de donner lieu la publication en 1971, aux États-Unis, du livre de John Rawls, *Théorie de la justice* (Michael Sandel, par exemple, en critiquant aujourd'hui l'idée de Rawls selon laquelle la justice comme stricte égalité des droits devrait constituer l'objectif d'une société démocratique, fait remonter les insuffisances de la théorie libérale à la conception de la personne qui la fonde). Une deuxième raison est l'effondrement du communisme, qui, en faisant sortir d'une alternative durcie entre individualisme libéral et socialisme autoritaire, a rouvert la voie à des interrogations sur la nationalité, la citoyenneté ou la souveraineté, appartenant au patrimoine déjà ancien de la philosophie politique. Une troisième raison tient au propos de rompre avec les options intellectuelles de l'*Histoire de la philosophie politique* de Léo Strauss qui regarde celle-ci comme sur le déclin et la dissout dans les sciences sociales. L'hypothèse présentée par Alain Renaut est symétrique et inverse de celle de Strauss : la transformation de la philosophie politique n'a pas, à ses yeux, le sens d'un déclin à la faveur duquel les Modernes auraient dû renoncer à l'objectif des Anciens – répondre à la question du « meilleur régime » –, mais la résolution de cette question (et non son échec) aurait permis une nouvelle approche normative de la sphère politique, et son autotransformation dans un contexte renouvelé.

Ce travail ne se contente pas d'être un parcours chronologique de vingt-cinq siècles de théories politiques, de Platon aux philosophies anglo-américaines contemporaines (les relations entre justice et liberté), jusqu'à des analyses de la réaction communautarienne ainsi que de la problématique multiculturaliste. Il se présente comme une *interprétation* de leur

1. Voir surtout l'article de C. Vasoli, *The Machiavellian Moment : A grand ideological synthesis*, *Journal of Modern History*, vol. XLIX, 4 (1979), p. 664-670.

logique interne, faisant apparaître le relais d'une problématique par une autre : par exemple, de la nature comme physis chez Aristote, servant de référence pour déterminer le juste, à la nature chez Rousseau, désignant la nature du peuple comme somme de volontés, et engageant l'émergence moderne de la question du contrat social ; puis de ce jusnaturalisme s'achevant à la fin du XVIII^e siècle à la question des rapports entre l'État et la société, au cœur des interrogations déployées par divers héritiers de la doctrine de la volonté générale comme lieu de la souveraineté. En offrant également des points de passage ou de croisement entre des représentations juives, chrétiennes, islamiques, cette reconstruction de la philosophie politique met en relief la manière dont des valeurs démocratiques et des principes libéraux sont favorisés ou, au contraire, empêchés par des déterminations philosophiques ou religieuses, chaque chapitre constituant un véritable essai autonome.

Deux volumes (le troisième et le quatrième) sont consacrés aux critiques de la modernité et de ses schèmes : celle du romantisme, avec un refus de l'humanisme abstrait, en Allemagne comme en Angleterre et en France, et celle de la déconstruction heideggerienne de la modernité politique.

Si cette *Histoire de la philosophie politique* a le mérite de la clarté d'un parti pris – constituer une contribution à la philosophie politique, en s'engageant dans les débats, anciens comme modernes –, elle est aussi problématique lorsqu'elle écarte des théoriciens majeurs, pas seulement de la modernité (comme Hans Kelsen, philosophe du positivisme juridique), mais de la philosophie politique classique. Car le point de vue qui surplombe l'ensemble de l'entreprise est celui de la métaphysique allemande du sujet autonome. Dans un précédent petit livre sur *L'individu*, Alain Renaut essayait de faire partager la conviction que fixer des limites dans des sociétés démocratiques ne pouvait être envisagé qu'au nom de ce qui constitue, avec l'égalité, la valeur suprême de telles sociétés : la liberté entendue comme autonomie d'un sujet. C'est cette même conviction qui est à l'œuvre ici, dans ses diverses ramifications. Mais quand cette conviction conduit à écartier par exemple Spinoza, rangé dans le troisième volume sous la rubrique de « La querelle du panthéisme », au motif qu'il n'est pas un philosophe du sujet, elle menace de se transformer en présupposé, nul ne pouvant contester que Spinoza est un penseur majeur de la liberté politique. Ainsi se dessine, d'un volume à l'autre, une sorte de frontière : d'un côté, les « amis » du sujet, les rationalistes critiques, les démocrates soucieux de fonder la raison politique en échangeant des arguments dans le cadre d'une éthique de la discussion ; de l'autre, Nietzsche comme critique de la rationalité démocratique et adversaire de l'argumentation, ainsi que, dans le sillage de son vitalisme ontologique, Foucault et Deleuze.

Sous cette réserve, qui n'est pas mince, cette *Histoire* interprétative, et non pas seulement descriptive, a le mérite d'éclairer la diversité des problématiques exposées : d'un côté, en les reliant chaque fois à des mutations dans les déterminations du vivre-ensemble, de l'autre en redonnant vie à des débats et à un dispositif où la reconnaissance de l'individualité à l'aménagement comme possible soit compatible avec les exigences présidant à l'espace public. Ainsi les valeurs de liberté et de justice, de liberté individuelle et de justice sociale ne seraient-elles plus concurrentes mais convergentes.

Guy SAMAMA.

Norbert Rouland, *Introduction historique au droit*, Paris, PUF, 1998, coll. « Droit fondamental », 722 p.

À l'abri d'un intitulé fort anodin, correspondant à celui d'un enseignement prescrit par le programme officiel des études juridiques, le « manuel » de Norbert Rouland poursuit une ambition dépassant de très loin celle assignée habituellement à ce genre d'ouvrage. S'inscrivant contre toute vision évolutionniste et ethnocentriste du droit et de l'État, N. Rouland convie le lecteur à un grand voyage dans le temps et à la rencontre des civilisations les plus lointaines, avant de faire retour à l'Europe et à la naissance de ses droits – divers eux aussi, bien que puisant à une source commune – et à leurs migrations. L'intérêt majeur de la double démarche anthropologique et historique de l'auteur tient en ce qu'elle contraint à voir et comprendre le droit et ses pratiques « autrement ». Cette vision renouvelée, qui conduit à prendre acte du métissage fort ancien des droits, se traduit à l'heure actuelle, de manière exemplaire, en France où la Révolution a substitué au pluralisme juridique, qu'avait certes tenté de réduire la monarchie par le principe de l'unicité du droit égal pour tous. En effet, N. Rouland, dans la troisième partie de son livre, met en évidence l'émergence de la diversité dans notre droit et plus précisément celle de la reconnaissance de la « différence dans l'égalité », dont celle de la citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie constitue le signe récent le plus significatif. La richesse du propos, l'interrogation permanente à laquelle sont confrontées les fausses certitudes, la mise en perspective des différents savoirs et la réflexion morale qui le conclut donnent à cet ouvrage une envergure toute particulière, et devrait susciter l'intérêt d'un public plus large que celui auquel il est censé s'adresser.

Françoise DREYFUS.

Giuseppe Schiavone (dir.), *La democrazia diretta. Un progetto politico per la società di giustizia*, Bari, Dedalo, 1997, 676 p., coll. « Nuova Biblioteca Dedale », série « L'Utopia. Per una società giusta e fraterna », 21×14,5 cm. Prix : 40 000 L.

Ce volume d'une série utopiste rassemble avec cohérence les textes de seize auteurs. L'historique de la démocratie directe étudie le modèle athénien, la commune médiévale, la tradition corse et le projet de J.-J. Rousseau, la société authentique de William Godwin, l'autogestion, l'expérience yougoslave, l'échec du *socialisme réel*. Ensuite les auteurs décrivent la démocratie représentative comme forme incomplète et illusoire de la démocratie. Enfin ils justifient, à tous les niveaux, le projet politique, social et économique de la démocratie directe autogestionnaire avec complémentarité du marché et du plan.

Jean-Marc GABAUDE.

Martine Segalen, *Rites et rituels contemporains*, Paris, Nathan, 1998, coll. « 128-Sciences sociales », 18×13 cm, 128 p. Prix : 49 F.

L'auteur examine les conceptualisations classiques du rite (Durkheim, Mauss, Mary Douglas, Van Gennep, Bourdieu, etc.) à la lumière des champs sociaux contemporains. Car le rite ne se cantonne point dans les

sociétés traditionnelles et il reste toujours présent dans la vie privée comme dans la vie publique. Il y a partout à produire ainsi du sens. Les rites ou rituels sont des ensembles d'actes « formalisés, expressifs, porteurs d'une dimension symbolique » (p. 20) et suscités par des situations sociales. Ils contribuent à la cohésion du groupe ou de la société qu'ils imprègnent. Tout cela est illustré par l'analyse de rites actuels, notamment sportifs, festifs ou politiques. Le bizutage et le mariage dénotent la plasticité des structures rituelles. La tradition doit s'adapter à l'évolution des forces sociales.

Jean-Marc GABAUDE.

Jean-Louis Siran, *L'illusion mythique*, Le Plessis-Robinson, Institut Synthélabo, 1998, coll. « Les Empêcheurs de penser en rond », 20×10,5 cm, 128 p. Prix : 74 F.

Critique radicale du concept de mythe et de ses dérivés et proposition d'un nouveau schématisme. Selon l'auteur, le mythe est une reconstruction de l'ethnologue ou du mythographe. « Le bruit des "codes" et de la "grammaire" couvre par trop la voix de ceux qui parlent » (p. 34). J.-L. Siran estime que la *narrativité* habite tout homme. À la jonction du langage et de l'imagination, le *schéma narratif* est un « lieu antérieur à tout discours mais d'où s'engendre tout récit » (p. 67). Si ce schématisme, qui opère jusque dans la recherche scientifique, mérite son appellation, c'est qu'il est « mise en forme du divers sensible vers l'unité de l'entendement » (4^e page de couverture). Les schèmes sont structurants de toute expérience possible.

Jean-Marc GABAUDE.

Michael Stolleis, *Histoire du droit public en Allemagne. Droit public et science de la police, 1600-1800*, trad. Michel Senellart, Paris, PUF, 1998, coll. « Fondements de la politique », vi-654 p.

Cet ouvrage, paru en Allemagne en 1988, méritait d'être traduit et il l'est de façon soignée et soucieuse de lisibilité. Il met en évidence la contribution de l'Allemagne au développement de l'État moderne, contribution plus importante qu'on ne le reconnaît souvent.

L'A. veut pratiquer l'histoire des idées en évitant l'idéalisme ou la compréhension du passé à partir du présent. Il lui donne pour objectif de « saisir à la source les formes de pensée individuelles et collectives et les traduire aussi intactes que possible dans notre langage » (p. 61) et encore « de déchiffrer la grammaire du langage, des structures de pensée et des sentiments du passé » (p. 61).

Les chapitres 2 et 3 examinent les racines du droit public en Allemagne : le droit romain et la philosophie néo-aristotélicienne qui se développe en dehors du catholicisme et non sans tenir compte de Machiavel. Le chapitre 4 montre comment le contexte particulier de l'Empire, le problème confessionnel, l'indépendance croissante des États territoriaux entraînent comme réponse le développement du droit public qui traite toute une série de problèmes nouveaux caractéristiques de l'État moderne : la juridiction, les droits régaliens, la souveraineté, le droit des gens, la raison d'État. Les chapitres 5, 6 et 7 décrivent les diverses voies

Revue philosophique, n° 1/2001, p. 73 à p. 134

que suit le développement de ce droit à travers les hommes, les œuvres et les institutions (principalement les universités) qui s'en occupent. Au-delà des questions de droit constitutionnel, se développe également un droit relatif aux façons de procéder de l'État, un droit administratif dont la genèse fait l'objet des chapitres 8 et 9. Cette science de la police dont le point de départ se trouve dans les Miroirs des princes et les manuels de gouvernement s'est présentée d'abord dans les termes d'un absolutisme paternaliste en se donnant pour objectif le bien-être de la population. Mais avec les progrès de l'administration moderne, elle abandonne cet objectif et vise seulement à définir un droit de la police ou de l'administration.

Loin d'être restée jusqu'au XIX^e siècle en dehors de l'évolution politique moderne, l'Allemagne a pris part à cette évolution en développant une science de l'État plus attachée à la rationalisation juridique et administrative qu'à la politique. Ce livre aidera à prendre cette contribution spécifique en philosophie politique. Il éclaire les présupposés des grandes philosophies du droit et du politique de Kant et de l'idéalisme allemand. Il est tellement bien informé, tout en restant remarquablement clair et ordonné, qu'il peut constituer un véritable manuel relatif au droit public et à la philosophie politique allemande : on y retrouvera facilement les auteurs et les œuvres de la période considérée, restitués dans le contexte historique et l'histoire des problématiques.

Hubert FAES.

Louis-Vincent Thomas, *Les chairs de la mort. Corps, mort, Afrique*, préface de Jean-Marie Brohm, Paris, Sanofi-Synthélabo, 2000, coll. « Les Empêcheurs de penser en rond », 576 p., 130 F.

Bien connu pour ses nombreuses publications, l'auteur, fondateur de l'*anthropothanatologie*, a laissé, à sa mort en 1994, un ouvrage inachevé qu'édite J.-M. B. dans cette collection d'une dénomination méritée. Le préfacier justifie l'épistémologie *complémentariste* de L.-V. T. Celui-ci, promoteur d'une interdisciplinarité visant l'unité d'une Science de l'homme, a pratiqué, dans la lignée de l'anthropologie psychanalytique et de l'ethnopsychanalyse, une *anthropologie transversale* des imaginaires sociaux, des réalités énigmatiques et des figures de la mort. Ayant vécu vingt ans en Afrique noire, il y a étudié pratiques funéraires, images de l'au-delà, rites du deuil, traitement du cadavre, croyances scatologiques. Il a cherché le sens de la symbolique, des registres temporels, du corps vécu, représenté, fantasmé, institutionnalisé, de la mort parlée, figurée, représentée. Il a souligné l'opposition entre la mort en Occident et la mort africaine. Mais il montre que la science-fiction rejoint l'archaïque et le mythologique dans la façon de faire intervenir de l'extraordinaire et du fantasmatique. La dialectique du *panvitalisme* et du *panthanatisme* a été la matrice théorique de L.-V. T., lequel, philosophe, a développé un *paradigme socio-anthropologique*, avers d'une *ontologie sociale*, le traitement de la mort étant le fondement et le moteur de toute société. Éthicien, L.-V. T. a plaidé pour une *déontologie du mourir*, le droit de mourir dans la dignité faisant partie du droit de vivre humainement.

Jean-Marc GABAUDE.

Mario Tronti, *La politique au crépuscule*, traduit de l'italien par Michel Valensi, Paris, 2000, L'Éclat, 264 p., 85 F.

Cet ouvrage contient un ensemble d'essais qui visent à évaluer l'époque contemporaine dans sa capacité à rendre possible une praxis politique consciente et transformatrice. L'auteur, philosophe et homme politique, s'appuie essentiellement sur la double expérience italienne et communiste du XX^e siècle et n'hésite pas à donner à ses écrits une tonalité personnelle qui rend leur lecture intéressante. Ses conclusions sont nettement pessimistes. Pour lui, la relève du mouvement ouvrier et des acteurs historiques (au premier chef le parti) qui l'incarnaient n'est pas assurée. Notre temps est essentiellement celui du triomphe des forces anonymes et des systèmes de pouvoir (le marché, la démocratie formelle qui masque mal la confiscation de la politique par une élite de professionnels). Le temps des combats cruciaux et des luttes qui engageaient le sens de l'histoire et de la vie humaine est révolu. Avec le désenchantement consécutif à l'échec des expériences communistes et des mouvements émancipateurs, on peut même dire que c'est toute une compréhension du politique constitutive de la modernité, et qui impliquait que celle-ci se meuve dans un horizon utopique revendiqué et incarne la *virtù* héroïque de sujets engagés dans des actions et des stratégies vitales, qui s'effondre.

L'auteur se réclame du décisionnisme de Schmitt, mais surtout de Benjamin : la révolution (l'agir au sens fort) n'est pas l'accomplissement d'une nécessité historique ou d'un sens donné d'avance, elle est plutôt irruption absolue et interruption de la continuité temporelle. Au vu de ces références, on peut se demander si les désillusions de Tronti ne s'expliquent pas d'abord par le caractère largement mythique ou romantique de sa conception de la politique, par une fascination pour le thème de l'autonomie du politique qui ne semble guère avoir été passé par le crible de la critique. La preuve en est sans doute le curieux désintérêt de l'auteur pour les évolutions des sociétés contemporaines, lesquelles sont ramenées à deux ou trois tendances schématiques. Peut-être un regard moins surplombant sur ces évolutions permettrait-il de comprendre à quel point les voies de l'émancipation sociale et de la réappropriation du politique restent encore ouvertes, même si elles ne sont explorées qu'au sein de formes d'actions diverses et parfois discrètes qui sont certes vouées à décevoir le maximalisme de Tronti.

Stéphane HABER.

Michael Walzer, *Traité sur la tolérance*, trad. Chaïm Hutner, Paris, Éditions Gallimard, 1998, coll. « Champs », 184 p.

La tolérance est une notion philosophique qui inclut des perspectives sociales et politiques. Elle repose sur le constat de différences entre les hommes et les groupes humains, différences qu'il ne paraît pas souhaitable de gommer : « Dans la vie sociale, politique et culturelle, je préfère le multiple à l'un. Dans le même temps j'admets que tout régime de tolérance doit connaître un certain degré de singularité et d'unité, s'il veut pouvoir s'assurer la fidélité de ses membres » (p. 10-11). Or, dans ce monde ouvert qui est le nôtre, on ne peut plus fonder la tolérance politique, de façon procédurale, sur une sorte de discours type idéal tel que le régime politique qui s'en rapprocherait le plus serait le plus tolérant. « Le meilleur moyen de

Revue philosophique, n° 1/2001, p. 73 à p. 134

répondre est de considérer une série d'options et d'établir les possibilités et les limites de chacune à l'intérieur de son contexte historique » (p. 19).

Dans cet esprit, l'auteur analyse d'abord cinq systèmes politiques différents qui, en Occident, ont pratiqué ou pratiquent une forme de tolérance : les empire multinationaux comme ceux de l'Antiquité, la société internationale, les « consociations » comme la Suisse, les États-nations comme la plupart des États européens et les sociétés d'immigration comme les États-Unis. Il décrit ensuite des modèles mixtes comme la France, Israël, le Canada et la communauté européenne. On relèvera au passage que « l'extraordinaire pouvoir assimilateur de la nation française a pu masquer l'importance des flux migratoires qu'elle a connus » (p. 61-62) et que la communauté européenne « constitue peut-être une nouveauté dans le monde » (p. 75). L'auteur démonte avec élégance les rouages de la tolérance dans ces différents systèmes et notamment l'importante question de l'éducation : « Tout régime interne doit enseigner ses propres valeurs et les vertus qu'il privilégie » (p. 106). Finalement l'auteur conclut que deux formes de tolérance, l'assimilation individuelle et la reconnaissance du groupe, sont « les projets par excellence de la politique démocratique moderne » (p. 123). Évidemment on tendra à privilégier plus ou moins l'un ou l'autre selon le type de société (État-nation ou société d'immigration). L'ensemble ouvre sur les sociétés multiculturelles de demain dont l'auteur tente d'esquisser les contours en montrant les écueils vécus par le multiculturalisme américain. Un ouvrage qui conjugue avec bonheur morale et politique et se lit avec passion, comme un roman policier !

Georges CHAPOUTHIER.

Y a-t-il une pensée unique en philosophie politique ?, *Actuel Marx*, n° 28, deuxième semestre 2000 (Paris, PUF, 222 p., 180 F).

Sous cette interrogation, et pour s'y inscrire en faux, la dernière livraison d'*Actuel Marx* présente les réponses suivantes :

É. Balibar, Qu'est-ce que la philosophie politique ? Notes pour une topique ; J. Bidet, À quoi reconnaît-on la philosophie politique ? ; E. Kouvelakis, La politique dans ses limites ou les paradoxes d'Alain Badiou ; C. Lazzeri, Prendre la domination au sérieux : une critique républicaine du libéralisme ; D. Lecourt, Le piège de l'individualisme ; J.-L. Nancy, Tout est-il politique ? ; Y. Quiniou, Problèmes de la philosophie politique : scientificité, normativité, émancipation ; E. Renault, Philosophie politique ou critique de la politique ? ; A. Tosel, La philosophie politique au miroir de Spinoza ; S. Žizek, Le malaise dans la subjectivation politique.

Cette livraison comporte, en outre : N. Tertulian, Avatars de la philosophie marxiste : à propos d'un texte inédit de Georg Lukács [*Chvostismus und Dialektik*, des années 1925-1926, paru en 1996 à Budapest] ; S. Haber, Des outils pour élargir l'éthique de la discussion. À propos de la *Théorie générale* de J. Bidet ; P. Sereni, Le communisme comme robinsonnade collective ; G. Achcar, Le « pessimisme historique » de Perry Anderson.

Dominique MERLLIÉ.

PSYCHOLOGIE, PSYCHIATRIE,
PSYCHANALYSE, PÉDAGOGIE

Éliane Allouch, *Au seuil du figurable. Autisme, psychose infantile et techniques du corps*, Paris, Seuil, 1999, 221 p.

Ce livre fait preuve d'une approche originale, sur le plan aussi bien théorique que technique, dans le domaine de la psychanalyse de l'enfant. Sa base théorique s'édifie sur un très riche réseau de références classiques et modernes empruntées aux champs respectifs de la psychanalyse (Freud, Winnicott, Lacan, Aulagnier, Anzieu, Rosolato, Racamier, Green), mais aussi de l'anthropologie (Marcel Mauss) et de la philosophie (Merleau-Ponty). Le dense tissu des références au champ de la psychanalyse, dont nous n'avons cité ici que les auteurs les plus connus, donne une idée de l'importance culturelle du développement, depuis les années cinquante, des diverses tendances de l'École psychanalytique française, probablement la plus productive au monde, phénomène dont tous les milieux intellectuels n'ont probablement pas encore à l'heure actuelle une intelligence tout à fait claire.

L'ouvrage comprend trois parties, dont la première et la troisième sont consacrées à l'exposé des conceptions théoriques et aussi thérapeutiques de l'auteur (140 p. environ), alors que la partie centrale (une centaine de pages) présente un matériel diversifié et convaincant, réparti en cinq constructions de cas. À l'appui de ses vues thérapeutiques, l'auteur emprunte à Marcel Mauss la notion de « techniques du corps » (1934), conçues par celui-ci comme l'instrument d'un échange culturel organisant la maîtrise et la jouissance du corps, et ceci d'après l'auteur dans un esprit somme toute assez proche de la psychanalyse.

La spécificité des interventions au moyen des techniques corporelles, dans le champ de psychopathologie lourde de l'enfant, tient à un travail opérant aux racines pulsionnelles du corps et du langage. Elle entre dans le cadre, reconnu par Kaës à partir de Winnicott, de l'« analyse transitionnelle ». La technique psychothérapique de tels cas exige de surmonter les réactions initiales de rebut, d'utiliser le registre non verbal et les voies courtes de l'activité psychique, de contenir la pulsionnalité des patients, de ménager aussi une dimension d'idéalité. La capacité poétique du thérapeute doit également s'adapter à la nature par essence peu claire de la pensée en images.

Émile JALLEY.

- Annie Anargyros-Klinger, Ilana Reiss-Schimmel, Steven Wainrib (dir.), *Créations, psychanalyse*, Paris, PUF, 1998, coll. « Monographies de la Revue française de psychanalyse / Civilisation et culture », 24×18 cm, 144 p. Prix : 98 F.
- Gaetano Benedetti, *Le sujet emprunté. Le vécu psychotique du patient et du thérapeute*, préface et traduction de Patrick Faugeras, 31520 Ramonville - Saint-Agne, Erès, 1998, coll. « La Maison jaune », 24×16 cm, 260 p. Prix : 150 F.

Alors que la psychanalyse interprète les œuvres à travers leur contenu et des indices biographiques, la présente monographie collective est centrée sur les processus inconscients, surtout pulsionnels, opérant dans le travail créateur. Exemple en est donné par un texte de Freud lui-même, « Le créateur littéraire et la fantaisie », reproduit en ouverture. Jean-Philippe Catonné dresse un historique du problème – surtout pour Freud et Melanie Klein ; il montre que Freud dévoile le processus de création littéraire en confrontant le travail du romancier à celui du psychanalyste. Entre plaisir et réalité, l'artiste, comme tout un chacun, imagine pour compenser des aspirations refoulées. Aussi bien Freud goûtait-il la valeur hédonique de l'art. Catonné scrute le passage de la névrose à la création et *vice versa*. Est ensuite reproduit un important article (1987) de Didier Anzieu : « Approche psychanalytique du processus créateur », présentant cinq phases, chacune caractérisée par un type de fonctionnement psychique et d'angoisse résistant à ce fonctionnement créatif. Murielle Gagnebin expose son épistémologie de la création, tout en discutant d'autres conceptions. Création esthétique et pratique analytique révèlent l'une et l'autre une *poïétique de perturbation*. L'artiste et l'analyste sont des *stratèges de l'inconscient*. « La dimension créative dans le processus psychanalytique » est recherchée, en retour, par Raymond Cahn. La pratique analytique n'est-elle pas, en quelque sorte, *un art* ? La cure doit susciter « une élaboration créative à deux » (p. 97) grâce à une *circulation-intégration* entre analysant et analyste, lesquels finissent par instaurer une névrose de transfert ressemblant à « une création imaginaire » (p. 99), telle une pièce de théâtre. L'inconscient renferme une force créatrice virtuelle. À ces contributions s'ajoutent celles d'un critique d'art et d'un scientifique. Jean-Yves Jouannais sympathise avec les artistes qui ne veulent pas produire et il analyse des cas, tels Joubert et Félix Fénéon. Loin d'une contention masochiste, la puissance de refus ne dilaterait-elle pas un temps de vie ? Gabriel Gachelin affirme que si, en science, il y a bien créativité, il n'y a point création et il insiste sur le rôle du travail collectif et des institutions. La recherche scientifique est une activité sociale et les scientifiques sont des acteurs sociaux et non des artistes.

G. Benedetti dresse le bilan de quarante années d'expérience psychiatrique auprès de psychotiques et il théorise sa pratique. Il aboutit à la même *idée clé* que Raymond Cahn, à savoir l'élaboration conjointe du thérapeute et de son *alter ego* schizophrène – modèle paradigmatique du psychotique ; mais d'une telle idée, il tire toutes les implications. La schizophrénie est une dimension existentielle de la personne ou une façon d'être tragiquement au monde en rencontre avec les autres ; dès lors, il faut reconstruire une personnalité relativement cohérente et structurée à partir d'un caractère fragmentaire et contradictoire. Le thérapeute doit tendre à s'identifier au patient et à emprunter son délire, afin que, en réciprocité, il y ait *contre-identification* du patient au thérapeute. Cette symétrie d'une

intériorisation transformante est exaltée par Benedetti : « Le patient psychotique devient pour nous un maître » (p. 153) ! Le vécu créatif de l'analyste introduit « une dimension symbolique dans le monde autistique du patient » (p. 250), l'analyste recréant la *composante-patient* de sa propre personne, c'est-à-dire « l'indivisibilité de la souffrance » (*ibid.*). N'y a-t-il pas là *un art* ?

Jean-Marc GABAUDE.

Alain Bavelier, *L'homme et ses motivations. La psychologie de Paul Diel*, Paris, Retz, 1998, coll. « Psychologie dynamique », 22×15 cm, 224 p. Prix : 139 F.

L'ouvrage comporte, après une biographie de P. Diel (1893-1972), un exposé de sa psychologie dynamique des motivations intimes ; puis des applications : calcul psychologique d'analyse des motivations subconscientes, introspection méthodique, problèmes du couple, vie professionnelle, psychothérapie ; enfin un glossaire définissant avec clarté et rigueur une cinquantaine de termes ; en outre, une bibliographie. Diel a fondé en 1964 une Association de la psychologie de la motivation, dont A. Bavelier est actuellement vice-président. Le but humain de Diel, c'est de promouvoir le *surconscient* qui exprime la sûreté et l'authenticité du désir – ni exalté ni réfoulé – et c'est de libérer du refoulement, source des symptômes maladifs, l'énergie vitale et créatrice de l'émotivité.

Jean-Marc GABAUDE.

Alain Berthoz (dir.), *Leçons sur le corps, le cerveau et l'esprit*, Paris, Odile Jacob, 1999, 510 p.

Ce livre, sous la houlette d'Alain Berthoz, physiologue de la perception et de l'action, présente une sélection de leçons inaugurales et de textes de professeurs au Collège de France, de François Magendie et Claude Bernard à Jean-Pierre Changeux, Julian de Ajuriaguerra et Alain Berthoz lui-même. Ces textes sont tous destinés à éclairer le fonctionnement du cerveau sous des angles divers et selon des méthodes différentes, car des neuropharmacologues y côtoient aussi bien des physiologues que des psychologues.

Prenant la physiologie comme colonne vertébrale, dans la mesure où celle-ci s'intéresse à toutes les grandes fonctions, et pas seulement au système nerveux, ces leçons aident à comprendre comment s'articulent, intellectuellement comme historiquement, trois approches :

- la première est analytique, et vise à décrire les éléments constitutifs du système nerveux. C'est la base d'un réductionnisme biologique qui se développe aujourd'hui ;
- la seconde, procédant de haut en bas, étudie plus globalement des propriétés normales et pathologiques du cerveau de l'animal et de l'homme ;
- la troisième, enfin, reliant structure et fonction, tente de faire la synthèse entre les deux premières, rapprochant les niveaux sans *réduire* les uns aux autres. Car les interconnexions entre disciplines spécialisées font progresser la connaissance.

Revue philosophique, n° 1/2001, p. 73 à p. 134

Un dialogue entre physiologie, neurologie et psychologie, longtemps séparées, apparaît ainsi comme à la fois nécessaire et fécond si l'on cherche à comprendre des niveaux de complexité croissante du fonctionnement cérébral, des plus élémentaires aux plus cognitifs. Une des originalités du livre est d'en montrer la nécessité et la fécondité en mêlant étroitement l'histoire des savoirs et les exigences épistémologiques. Mais ce volume permet aussi d'apercevoir que les recherches les plus actuelles dans les sciences de la cognition ont une origine lointaine et complexe, et que, d'un point de vue *institutionnel*, le Collège de France, contrairement à une image un peu figée, sinon académique, a su abriter, et continuer de le faire, des personnalités prenant des risques aussi bien intellectuels que techniques pour repousser les limites de notre connaissance du cerveau, dans ses relations avec le corps, avec son environnement et avec la société.

Enfin, si ce livre ne contient pas de leçons de philosophes du Collège de France s'intéressant au cerveau, il ne faudrait pas en conclure hâtivement que la philosophie est absente de cette mise en perspective. Car, parmi d'autres, Bergson, Husserl, Merleau-Ponty (dont la pensée a fécondé, par exemple, certaines des découvertes du neurophysiologiste japonais Ideo Sakata), accompagnent dans l'ombre les travaux de beaucoup de ces savants du Collège de France. Certains s'inscrivent même dans le sillage tantôt de l'école de Vienne, tantôt de Georges Canguilhem, tandis que d'autres se font ambassadeurs des philosophes analytiques anglo-saxons.

Guy SAMAMA.

Xavier Boissaye, *L'autre face du miroir*, Paris, Sanofi-Synthélabo, 2000, coll. « Les Empêcheurs de penser en rond », 126 p.

Le témoignage de la plongée dans la psychose et le recours au traitement psychiatrique sont présentés comme un roman. À dix-huit ans, le héros de cette histoire est diagnostiqué schizophrène. Il lui faudra vingt années pour surmonter un état décrit comme une distorsion de la perception du réel et, enfin, pour pouvoir parler de « l'autre face du miroir ».

Souvent émouvant, le récit est écrit dans une langue simple. Il est surtout réconfortant par sa fin aussi édifiante qu'authentique. Le livre ne nourrit aucune ambition théorique. Pourtant, il est suivi d'une postface du Pr Ginestet, psychiatre qui a suivi le patient. L'ouvrage se prolonge par un dialogue avec le thérapeute et par un lexique présentant le vocabulaire psychiatrique employé dans ce livre, ainsi rendu accessible à un large public.

Jean-Philippe CATONNÉ.

Pierre-Henri Castel, *La querelle de l'hystérie. La formation du discours psychopathologique en France (1881-1913)*, préface de Guy Samama, Paris, PUF, 1998, coll. « Bibliothèque du Collège international de philosophie », 22×15 cm, vi + 354 p., 138 F.

Cet ouvrage d'épistémologie historique explique, avec une acribie pluridisciplinaire, comment se sont constitués les concepts de *psychisme* et de *psychisme morbide* et pourquoi l'*hystérie* paraît, plus encore que la *mélancolie*, une clé de l'époque considérée. L'évolution et les implications des

conceptions qui s'affrontent à propos de l'hystérie éclairent une *rupture épistémologique*. Le concept de *moi* est alors mis en question et en veilleuse. Quant à la raison, périodiquement discutée et relégitimée depuis le XVII^e siècle, n'est-elle pas mieux perçue si elle produit ses règles de fonctionnement critique par opposition au dérapage morbide ou à la déviation hystérique ? Comment se fait-il que les questions posées par l'hystérie aient eu une si large portée philosophique, psychologique et morale et même un retentissement scientifique, juridique, politique, littéraire ? C'est ainsi que la *Querelle* de l'hystérie a marqué la littérature, de l'hystérie pour le naturalisme à la grande névrose pour le décadentisme ; ce qui a épuisé « un paradigme de l'écriture » (p. 6) rendant Proust possible, et même le surréalisme. Elle a posé le problème de la subjectivité et de l'individu et bouleversé les représentations du positivisme, du romantisme et de l'individualisme libéral.

L'*hystérisation* appelait Freud. Cependant la *Querelle* ne s'est point résolue uniquement dans la psychanalyse et la formation de celle-ci n'est point la seule révolution, autour de 1900, des sciences humaines. Elle a suscité, chez Babinski, la séméiologie neurologique ; chez Bernheim, l'esquisse de la médecine psychosomatique ; chez Pierre Janet, la psychopathologie, science du psychisme morbide, irréductible – selon Castel – à la psychologie pathologique de Ribot. De ces trois courants, surtout de la psychopathologie, a bifurqué Freud, ce dont traitera un prochain ouvrage de l'auteur, *L'interprétation du rêve de Freud : une philosophie de l'esprit inconscient*. Le présent ouvrage restitue un moment historique et en dévoile les enjeux qu'il réactualise. Les difficultés qui embrouillaient les acteurs de cette dispute médico-philosophique resurgissent aujourd'hui à propos de la nature de la vie psychique et du mode d'existence du mental. Que la patiente prétende parler de soi en vérité, cette vérité, irréductible à l'explication naturaliste de la vie mentale, constituait le nœud gordien de la symptomatologie et de la subjectivité hystériques. Sous les symptômes, en l'absence de véracité du dire et à défaut d'essence nosologique de l'hystérie, n'y a-t-il pas une réalité pathologique manifestée par des effets somatiques et une douleur morale ?

Castel souligne le sens du déroulement et des épisodes de la *Querelle* et il suit l'évolution des protagonistes. J.-M. Charcot, inaugurant la tradition psychophysiologique française, la place sous la dépendance d'une neurophysiologie ouverte à l'altérité. Il en vient à considérer l'hypnose comme une hystérie artificielle. Bernheim la traite d'épiphénomène et il accorde le primat à un idéo-dynamisme et au mécanisme suggestif, sans exclure une suggestion non consciente. Babinski autonomise une neurologie objective et voudrait démontrer l'existence d'un résidu psychosomatique non objectif. Avec Janet émerge une psychopathologie considérant le psychisme comme objet médical. Les historiens n'ont pas su reconnaître, dans cette première théorisation scientifique du psychisme, un changement d'*épistémè*, notamment à l'égard du réductionnisme associationniste de Ribot. Janet aboutit à une *anthropologie psychophilosophique* avec hiérarchie psychologique des fonctions et statut de la subjectivité. Mais chez lui et chez Bernheim, les cas d'*auto-assujettissement* pathologique induisent une subordination, non plus du corps à l'esprit, mais du corps subjectif au social, ce qui n'est pas sans répercussion sur l'idée classique de *sujet juridique*.

Parmi les leçons de comparatisme, retenons au moins que l'auteur voit dans la phénoménologie une contre-épreuve de l'existence du psychisme

subjectif. Évoluant, Husserl en était venu, avec les *Ideen* de 1913, à sauver « l'être du Moi des facteurs de division logique qu'implique la sujétion à l'Autre, autour de laquelle s'ordonnent l'hypnose et la simulation hystérique » (p. 281). Ensuite les *Méditations cartésiennes* viseront un *ego* pur de toute contamination de psychologie empirique et de toute division par l'autre au point de n'être plus « sujet à rien » (p. 283). Par contre, il ne reste qu'à revenir à une subjectivité après élimination du Moi substantiel. Comment comprendre l'*auto-implication* du sujet – qu'il soit hystérique ou « normal » – dans la vérité de ce qu'il dit, sinon qu'il y a « un sens du Je qui ne peut pas se dire » (p. 289) mais se montre comme chez Wittgenstein ? Le présent ouvrage novateur, relais original des recherches foucauliennes, restera une référence.

Jean-Marc GABAUDE.

Philippe Chaslin, *La confusion mentale primitive : stupidité, démence aiguë, stupeur primitive*, préface du D^r Pierre Morel, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999 (coll. « Psychanalyse et civilisation », série : « Trouvailles et retrouvailles »), XXII-264 p.

C'est une bonne idée de rééditer ce texte de Philippe Chaslin qui date de 1895, et de faire ainsi sortir l'œuvre de l'aliéniste français de l'oubli où elle avait injustement sombré.

Philippe Chaslin (1857-1923) a été toute sa vie médecin aliéniste des hôpitaux, d'abord à Bicêtre puis à la Salpêtrière. En 1912, il a publié son ouvrage princeps : *Éléments de sémiologie et de clinique mentale*, monument de 1 000 pages de recueil de cas, dans lequel il cherche à « montrer le malade aussi vivant que possible ». Chaslin se méfiait autant des catégories nosographiques de la psychiatrie de son temps que de la psychologie pathologique. Il voulait faire de la clinique et de la sémiologie, c'est-à-dire décrire le plus finement possible, sans interprétation. Son originalité principale tient à ce qu'il a été un des premiers aliénistes, dès 1890, à contester l'hégémonie de la théorie de la dégénérescence de Morel. Il était aussi vivement agacé par la psychanalyse, à laquelle il a consacré une importante « revue critique » dans le *Journal de psychologie normale et pathologique* de 1923. Ce sera d'ailleurs son dernier écrit. Dans la nosographie psychiatrique, le nom de Chaslin reste associé à la confusion mentale et aux folies discordantes.

Le présent ouvrage se présente comme une monographie classique. Il s'ouvre par une approche historique, puis descriptive (sémiologie, étiologie, diagnostic, pronostic) et s'achève par une tentative de situer la confusion mentale dans les classifications et les définitions. La question principale que pose Chaslin est la suivante : la confusion mentale est-elle un symptôme ou une maladie ? Chaslin estime que c'est une entité nosographique à part entière et lui adjoint le qualificatif de « primitive » pour bien insister sur le fait qu'elle n'est pas secondaire à une autre affection. Dans la partie historique (où il reprend les travaux de Pinel, d'Esquirol, de Baillarger et de Delasiauve), il montre la difficulté qu'a eue la confusion mentale pour émerger de la démence, de l'idiotie et de la mélancolie. Il relève, dans les travaux allemands (de Kalbaum et de Meynert) et français, qu'il n'y a pas eu moins de 31 manières de nommer cette affection. Question de mots ou question de sens ? Chaslin penche pour la deuxième hypothèse.

Revue philosophique, n° 1/2001, p. 73 à p. 134

On ne peut qu'être frappé, devant ce que Philippe Chaslin retrace, de la confusion même et du flou des aliénistes, que cela concerne l'évolution du trouble (lente ou rapide), son issue (de la guérison spontanée à la guérison partielle, à la démente ou à la mort), son étiologie (hérédité, intoxication, cause psychologique) ou sa thérapeutique. Toutes ces descriptions sont marquées au coin de l'incohérence, du chaos, de l'incertitude : aliénistes perplexes et cependant bavards et parfois péremptoires ! L'effort de Chaslin pour décrire clairement quelque chose qui est par essence confus n'en est que plus pathétique et méritoire : « Les règles du diagnostic sont impossibles à définir de façon générale, la confusion pouvant revêtir des formes extrêmement variées » (p. 172). On voit toute la difficulté de la distinction » entre paranoïa aiguë, mélancolie, catatonie et ce qu'il nomme confusion mentale primitive.

Finalement la principale originalité du travail de Chaslin, c'est de remettre en question la cause unique, l'hérédité, de contester la généralité extrême qu'on a donnée en France à la notion de dégénérescence à la suite de Morel et Magnan. Il décrit ainsi un ensemble de troubles somatiques et psychiques qui paraissent avoir une existence *sui generis*, une forme de trouble mental dans lequel le symptôme psychique primitif est la confusion. En cela, Chaslin se montre novateur et courageux, même si, sur les autres plans, il ne semble guère plus avancé que la plupart de ses collègues.

Annick OHAYON.

Roland Chemama et Bernard Vandermersch (dir.), *Dictionnaire de la psychanalyse*, Paris, Éd. Larousse, septembre 1998, « Les référents », XVI-462 p.

Cette édition du *Dictionnaire de la psychanalyse*, dirigé par Roland Chemama et Bernard Vandermersch, entourés de 58 collaborateurs, est la troisième, la première ayant paru en 1993. Son originalité est quadruple : elle assure la prééminence d'une logique du signifiant, développe le champ de la clinique, s'engage dans la formalisation et présente quelques grandes monographies (Ferenczi, Fliess, Fromm, Hermann, Horney, Lagache, Leclaire, les Mannoni – Maud et Octave –, Rank, Spitz, Winnicott, et bien d'autres, sans oublier évidemment Freud, Jung et Lacan). Elle est complétée par un double lexique, allemand-français et anglais-français, et comprend des flèches de renvoi à l'intérieur ou à la fin de certaines entrées.

1. Une *logique du signifiant* : dans une perspective lacanienne, une organisation de l'expérience analytique par le langage dans la matérialité de son réseau de signifiants, et par rapport à la place de l'Autre, est ce qui donne cohérence à cet ensemble. Il suffirait, pour s'en convaincre, de lire les articles *discours*, *disque-ourcourant* et *dit-mension*, mais aussi *jouissance*.

2. Le *champ de la clinique* : de nombreuses formes de psychoses sont étudiées parce qu'elles permettent une « décomposition spectrale » des éléments composant la structure du sujet, et de nombreuses perversions comme l'*exhibitionnisme* ou le *voyeurisme* révèlent la façon dont le désir se porte sur un objet perdant sa dimension de manque. La nature de certains syndromes, comme le *transsexualisme* ou l'*amnésie d'identité* (« tableau clinique rare consistant en une amnésie focalisée sur ce qui permet à un sujet de se situer et donc d'être situé »), est même discutée.

Revue philosophique, n° 1/2001, p. 73 à p. 134

3. La *formalisation* comme principe de construction : de nombreuses entrées comme *coupure*, *cross-cap*, *bouteille de Klein*, *mathème*, *formalisation de la névrose*, *nœud*, *schéma*, *sinthome*, non seulement font intervenir des schémas ou notations logiques et algébriques, mais leur font jouer un rôle déterminant dans l'explication des mécanismes observés.

4. Les *monographies* : parfois succinctes, comme pour *Karl Abraham* ou *August Aichhorn*, parfois plus développées comme pour *René Spitz* ou *Donald Winnicott*, elles ajoutent une dimension historique au balisage conceptuel et théorique. Mais on se demande pourquoi figurent certains noms de patients, alors que d'autres sont oubliés : *Aimée* (patiente de Lacan), mais non *Fanny Moser* (patiente de Freud, connue sous le nom de *Emmy von N.*) ; non plus que *Félida* (patiente célèbre du D^r Azam). On pourra objecter que ce qui sépare les premières de la dernière est le champ auquel elles appartiennent, psychanalyse pour les unes, psychiatrie pour l'autre ; mais, comme on sait, la frontière est fragile.

En conclusion, ce *Dictionnaire*, plus maniable que celui d'Élisabeth Roudinesco et Michel Plon paru aux Éditions Fayard en 1997, mais aussi moins ouvert aux rencontres et aux interactions multiples, est utile, même s'il manque parfois de rigueur scientifique ; par exemple, à la fin de l'entrée *hypnose*, il est écrit que c'est à partir de sa pratique que Freud allait découvrir la psychanalyse, alors que c'est plutôt l'abandon de l'hypnose par Freud qui aurait ouvert la voie à la psychanalyse.

Guy SAMAMA.

Léon Chertok, *La relation médecin-patient. L'énigme de la relation au cœur de la médecine*, préface d'Isabelle Stengers, Paris, Sanofi-Synthélabo, 2000, 428 p., coll. « Les Empêcheurs de penser en rond, Déjà classique », 69 F.

Recueil des vingt principaux articles de Chertok précédés de son interview d'autoprésentation donnée à la préfacière en 1986. Celle-ci souligne l'utilité d'une recherche non conformiste. Chertok a travaillé à réhabiliter la pratique honnie de la suggestion et de l'hypnose ainsi que la médecine psychosomatique. La biographie intellectuelle que dresse I. Stengers décrit notamment l'évolution critique des relations de Chertok avec la psychanalyse. Après les blessures narcissiques opérées par Copernic, Darwin et Freud, la quatrième, selon Chertok, c'est l'énigme du lien affectif et du processus corporel-affectif qui nous permettent de vivre. L'avenir de la psychothérapie est lié à la réhabilitation de la suggestion. La technicisation croissante de la médecine requiert en contrepartie la sensibilisation du médecin à la dimension psychologique de sa relation au patient.

Jean-Marc GABAUDE.

Anny Cordié, *Malaise chez l'enseignant. L'éducation confrontée à la psychanalyse*, Paris, Le Seuil, 1998, 444 p.

L'auteur, psychanalyste et psychiatre, s'est fait connaître depuis une dizaine d'années d'un public sensiblement plus large que celui des spécialistes par deux autres ouvrages centrés sur le domaine de l'enfance, dont le premier concerne « l'enfant psychotique » (1987, rééd. 1993), tandis que le second traite de « l'échec scolaire » (1993, rééd. 1996). Ce troisième

ouvrage poursuit le dialogue établi par le précédent entre la psychanalyse et l'actualité pédagogique. De ce point de vue, il se présente comme un ensemble d'aperçus cliniques d'une grande variété et témoignant d'une riche expérience de praticien.

Une première partie (p. 13-83) est consacrée au thème rarement abordé de la « phobie scolaire des enseignants ». De fait, le malaise de l'enseignant fait vis-à-vis à la souffrance de l'échec chez l'enfant, étudiée surtout dans le livre précédent. Le malaise actuel de la civilisation (deuxième partie, p. 87-296) s'accompagne d'une pression sociale vers la réussite, définie en termes de bonheur par la maîtrise de l'argent et du pouvoir. Dans un tel contexte, la démocratisation de l'enseignement comporte l'effet paradoxal d'accentuer les clivages sociaux. Le discours parental est le lieu où s'accomplissent « l'articulation du social et du singulier » et la mise en tension du symptôme individuel. Les facteurs économiques exercent une influence inégale selon les cas et en définitive indirecte sur l'enfant.

Les techniques habituelles de la psychologie, y compris les rééducations, laissent échapper le caractère spécifique des difficultés qui déclenchent l'engrenage morbide à l'origine de l'échec. L'inhibition intellectuelle est souvent liée à un interdit de savoir émanant du surmoi, y compris dans ses conflits éventuels avec ses annexes, le moi idéal et l'idéal du moi. À l'égard de la scolarité, la crise d'adolescence est modulée par des formes très variées de paradoxes, œdipiens, communicationnels, plus largement sociaux. Les expressions morbides en sont variées aussi, mais débouchent fréquemment sur la « rupture scolaire ».

L'enseignant est ordinairement incité à affiner son savoir sur ses méthodes, mais pas sur lui-même (troisième, quatrième et cinquième partie, p. 297-439). Du point de vue de l'approche clinique propre à la psychanalyse, il s'agit toujours d'aborder la problématique personnelle du sujet plutôt que de mettre l'accent principal sur l'analyse des mécanismes cognitifs. En n'oubliant jamais non plus que le sujet est unique.

Émile JALLEY.

Vinciane Despret, *Ces émotions qui nous fabriquent. Ethnopsychologie de l'authenticité*, Le Plessis-Robinson, Institut Synthélabo, 1999, coll. « Les Empêcheurs de penser en rond », 360 p., 98 F.

Psychologue et philosophe, l'auteur dresse une sorte d'épistémologie de l'anthropologie et de l'ethnopsychologie tout en élucidant le statut des émotions – le singulier serait trompeur. Sans enquêter elle-même sur le terrain, elle analyse avec brio les récits et les résultats de plusieurs anthropologues, ce qui nous révèle que la culture de divers peuples comporte des émotions inconnues de nous et, en revanche, l'absence des nôtres. Les émotions ne seraient donc pas naturelles, universelles, *authentiques*. Ce n'est que notre culture qui, depuis Platon, les oppose à la raison. Dans d'autres aires culturelles, nos questions sur les émotions n'ont guère de sens. Or, psychologie expérimentale, psychologie sociale, biologie, sociologie entretiennent toutes, dans leurs pratiques, notre vision commune de l'émotion et contribuent donc à perpétuer la tradition de l'authenticité.

Là contre, V. Despret opère, comme déconstruction, une ethnopsychologie de ces diverses pratiques qui ressortissent d'ailleurs à des conceptions opposées : naturalistes ou culturelles, émanant soit du monde soit de

la conscience soit du corps. Malgré leurs différences, ces conceptions reviennent au thème traditionnel : l'émotion comme réaction intime et irrationnelle d'un sujet passif. Cette définition provient du dualisme platonicien auquel l'auteur consacre un chapitre percutant. De la passion, Platon sépare l'objectivité de la raison et de l'universel, tandis que Protagoras reconnaît l'indétermination et l'instabilité du « rapport entre les choses, entre les sujets et les choses, et entre les sujets eux-mêmes » (p. 149). Connaître, selon Protagoras, c'est faire exister sujet et objet sur le régime de l'activité affectée « et non, comme le souhaite Platon, sur le régime de l'être stabilisé » (p. 150). Platon, qui pense en politique, associe la passion à l'animalité et au peuple, cependant que l'âme doit se clôturer afin de se protéger de l'extériorité et viser l'autonomie et la connaissance de soi – en quoi, d'après l'auteur, Freud hérite du platonisme. Autre jugement contestataire : selon William James, l'émotion, dans un accord d'indétermination entre corps, monde et conscience, n'est pas seulement ce qui est senti mais aussi ce qui « fait sentir » (p. 255). Si, à partir d'une expérience pure et indifférenciée, nous expérimentons le monde et nous-mêmes en construisant le dualisme, l'émotion, parce qu'elle est à la fois dans le monde, dans le corps et dans la conscience, signifie en fait un retour à l'indifférenciation primitive.

L'ouvrage, qui répond magistralement au titre de la collection, invite à penser que raison et passion sont liées et que « nous fabriquons nos émotions afin qu'elles nous fabriquent » (p. 33).

Jean-Marc GABAUDE.

Charles Durand, *L'écho de la pensée*, préface d'Henri Claude ; Henri Maurel, *Le thème de protection et la pensée morbide*, préface de Robert Lafon, Paris/Montréal, L'Harmattan, 1998, coll. « Psychanalyse et civilisations. Trouvailles et retrouvailles », 22×14 cm, respectivement 150 et 176 p. Prix : 90 et 110 F.

L'illusion d'un *écho de la pensée* est un trouble manifestant une altération dissociative de la personnalité, le patient ressentant que sa pensée reflue et est répétée. Disciple du préfacier, l'auteur exposait, dans un ouvrage de 1941 ici réédité, sa théorie dynamique dépassant l'opposition entre conceptions *mécanistes* qui font dériver les symptômes uniquement d'une lésion cérébrale et conceptions *noétiques* ou *psychogéniques* qui les considèrent comme une erreur ou un sentiment pathologique. Critiquant ces deux réductionnismes antithétiques, l'auteur, organiciste, définit l'écho de la pensée comme une illusion, conditionnée par des atteintes lésionnelles et surtout fonctionnelles, « de dualité et d'étrangeté dans la perception du langage intérieur » (p. 137).

Depuis un siècle et demi, les psychiatres examinent aussi des délirants qui croient dépendre d'individus ou de pouvoirs tutélaires bienveillants. Le bilan d'H. Maurel, paru en 1954, est une étude historique, séméiologique, clinique, phénoménologique et psychopathologique. *L'illusion de protection* est parfois un élément du *délire d'antagonisme* en contraste avec une fixation de persécution. Pour Maurel comme pour Durand, un recours à la psychanalyse s'impose pour déchiffrer tout délire.

Jean-Marc GABAUDE.

Naomi Eilan, Rosaleen McCarthy et Bill Brewer (ed.), *Spatial Representation. Problems in philosophy and psychology*, Oxford, Oxford University Press, 1999, paperback (édition en hard cover : 1993), XII-410 p.

Bill Brewer, *Perception and Reason*, Oxford, Clarendon Press, 1999, XVIII-281 p.

Voici deux excellents livres sur la perception. Le premier est une réédition bien venue en paperback d'un livre paru en 1993. Issu d'un atelier tenu au début des années 1990, cet ouvrage illustre les liens de plus en plus étroits qui unissent les travaux des philosophes outre-Manche et des psychologues et chercheurs en sciences cognitives, principalement dans le domaine de la perception spatiale. Chacune des cinq sections contient à la fois des articles de psychologues ou neurophysiologues de la perception et des articles philosophiques sur ces sujets. En un sens, beaucoup de choses, du côté philosophique, sont parties des *Varieties of reference* de Gareth Evans (Oxford, 1982 : ouvrage quasiment inconnu du public français philosophique), qui montrait, à la suite de Strawson mais dans une veine beaucoup plus psychologisante, que l'information destinée à identifier des objets matériels est avant tout de type spatial. Les articles du volume explorent cette dimension, dans l'étude de la neurophysiologie de la navigation spatiale (rôle de l'hippocampe et articles de O'Keefe et Campbell notamment), dans l'étude de la physique naïve (articles notamment de Spelke et Peacocke), de la perception intermodale (problème de Molyneux, article de S. Lederman et R. Millikan), l'action (Dickinson et Brewer). La dernière section étudie la représentation spatiale du « quoi » et du « où », *i.e.* la localisation. Outre un dialogue exemplaire entre psychologie et philosophie, ce livre illustre le renouveau actuel de la philosophie de la perception.

Le second ouvrage l'illustre aussi, mais c'est, de plus, un ouvrage original sur l'épistémologie de la perception, et sa question centrale : en quoi la perception peut-elle être connaissance ? La thèse générale que défend Brewer, après avoir fourni un très utile résumé de la position classique de ces questions chez Descartes, les empiristes et Kant, est que les expériences perceptives constituent des raisons pour nos croyances empiriques, et qu'il en est ainsi parce que ces expériences ont un contenu conceptuel. Ces thèses ne sont pas tenues pour évidentes dans la philosophie de l'esprit et de la connaissance analytique contemporaine : par exemple un auteur comme Davidson les rejette, et une grande partie de l'épistémologie développée à partir de l'analyse traditionnelle de la connaissance comme croyance vraie justifiée et des contre-exemples de Gettier prend pour acquis que les croyances empiriques ont un contenu, sans dire comment il est déterminé. D'autres auteurs, comme Evans et Peacocke, admettent la première partie de la thèse, mais rejettent la seconde, et tiennent les contenus perceptifs pour non conceptuels (Brewer se rapproche en ce sens de McDowell). Brewer nous fournit une argumentation très serrée, relevant toutes les implications de sa thèse, notamment quant aux divisions classiques entre fondationnalisme, fiabilisme et cohérentisme en théorie de la connaissance, quant aux problèmes posés par les hallucinations, quant à la nature des contenus démonstratifs, et quant à des questions comme celle du réalisme direct ou indirect de la perception. Ce livre est non seulement un modèle d'écriture claire et de raisonnement solide, mais aussi une contribution de premier plan à

l'épistémologie en général. La psychologie de la perception y joue un rôle, mais ce rôle ne peut pas être établi en l'absence d'une argumentation philosophique.

Pascal ENGEL.

Éric Emery, *L'École pour la vie*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1996, 252 p.
Fernando Savater, *El valor de educar*, Barcelone, Ariel, 1997, 222 p.

Depuis Socrate, le thème de l'éducation appartient à la philosophie. Ses mises en relief sont récurrentes, selon les époques où l'urgence de sa redéfinition – réexamen et réélaboration non seulement en tant qu'un objet englobé, mais aussi en tant qu'un objectif englobant – devient de plus en plus manifeste. Les temps présents de la culture occidentale constituent à cet égard incontestablement un des points culminants : les carences évidentes de la pratique éducative mettent en question ses fondements théoriques sans qu'un nouveau projet en cours de gestation répétitive et toujours inachevé arrive à combler la brèche entre exigences techniques et exigences morales, brèche qui semble augmenter de plus en plus. Il est clair que la réponse – proposition pour résoudre cette situation critique – ne peut être trouvée ni dans une doctrine préétablie, ni par une expérimentation tâtonnante.

É. Emery, philosophe, mathématicien et enseignant suisse, présente dans son livre « quatre objectifs généraux à atteindre pour que l'épanouissement de l'élève soit effectif : recherche de vérité, acquisition d'une maîtrise de soi, apprentissage des chemins de la liberté et travail en commun en vue de s'exercer à la fraternité » (57). L'outil, une « *pédagogie ouverte* », appuyée sur « la méthodologie ouverte à l'expérience », formulée et mise en œuvre par F. Gonseth, G. Bachelard et J. Piaget, est ici présenté sous son aspect le plus authentique : à la fois double et unique, pensé et vécu. L'auteur démontre (aussi par sa propre trajectoire professionnelle) que l'enseignement des mathématiques, discipline souvent crainte par les élèves et mal évaluée par les professeurs, peut devenir attirant pour les premiers et exemplaire pour les seconds ; il suffit de modifier l'image traditionnellement rébarbative de cette matière en l'abordant par son aspect historique (sa « dimension humaine ») et en la développant suivant sa logique interne (celle de l'invention progressive), démarche qui doit être intégrée et concomitante à une pratique pédagogique idoine basée non sur la nécessité de faire apprendre, mais sur le réveil de l'intention d'apprendre à apprendre. Ce n'est que par là que l'enseignant arrive à saisir la complétude de sa tâche, celle de construire le caractère de l'élève, de toucher les profondeurs de son être. Rempli de conseils utiles et judicieux, proposant des exercices et fournissant des exemples, le livre d'É. Emery constitue un événement qui ne devrait pas passer inaperçu. Car il réussit là où beaucoup d'autres ont échoué : donner une vision philosophiquement fondée d'une pédagogie humaniste, ouverte et dynamique (dialectique), appliquée à une discipline concrète dont le statut didactique paraissait jusqu'ici immuable.

« Je pense qu'il serait crédible d'affirmer que ce n'est pas tant la société qui a inventé l'éducation, mais que c'est le désir d'éduquer et de faire vivre ensemble harmonieusement des maîtres et des disciples qui a créé finalement la société humaine et a renforcé ses liens affectifs au-delà de la seule ambiance familiale », écrit F. Savater (p. 28). *La valeur*

d'éduquer se révèle donc comme valeur vitalement décisive, car ce n'est que l'éducation qui peut humaniser l'homme, le conditionner pour qu'il accède au stade de la pleine éclosion de sa liberté. Assumer cette finalité implique – comme dans l'ouvrage précédemment cité – l'adoption d'une attitude optimiste où la pratique et la théorie se rejoignent, parce que « éduquer c'est croire à la perfectibilité humaine, à la capacité innée d'apprendre et au désir de savoir qui l'anime (...), à ce que nous, les hommes, nous pouvons nous améliorer réciproquement par la connaissance » et par notre « liaison intersubjective avec d'autres consciences » (18, 30). Transformer cette capacité innée en capacité ouverte et active, afin de réveiller et cultiver notre appartenance et notre intégration à la communauté des êtres pensants, tel est l'essentiel du rôle de l'enseignant et la vraie signification du topique *apprendre à apprendre*.

F. Savater ne se contente pas non plus de thèses générales ; c'est le concret du processus éducatif continu qui l'intéresse. Ainsi, la socialisation de l'enfant, pour réussir, doit commencer dans la cellule familiale ; si les parents renoncent à exercer leur responsabilité d'adultes, à inculquer à leurs descendants le « principe de la réalité » et s'ils ne se rendent pas compte que « le but de l'éducation est d'apprendre à respecter, par un joyeux intérêt vital, ce que nous commençons à respecter par une forme de peur » (65), ce handicap, l'école ne peut plus le rattraper. À elle incombe surtout de transmettre le « maximum de connaissances avec le minimum de préjugés », de former des êtres libres, c'est-à-dire libérés de « l'ignorance originelle » (p. 72-73, 93). Pour cela, il faut débarrasser l'enseignement de toute pédanterie, développer l'esprit critique et à l'accumulation du savoir préférer son abord méthodologique et historique ; s'orienter, à travers la pluralité, vers « l'universalité démocratique », ne pas hésiter à « enseigner à *trahir* rationnellement, au nom de notre unique, véritable appartenance essentielle, l'appartenance humaine », tout ce qui mène aux exclusives injustifiables. Car tel est finalement le sens de l'éducation : « conserver et transmettre l'amour intellectuel de ce qui est humain » (p. 153, 164, 180).

Zdeněk KOURÍM.

Henry Ey, *Neurologie et psychiatrie*, Paris, Hermann, 1998, 124 p.

Entre neurologie et psychiatrie tout le monde *sent* qu'il y a une différence, mais dès qu'on en discute, plus personne ne peut expliquer ce qu'est cette différence. Derrière les discussions sur l'aphasie, les démences, l'origine cénesthésique des délires, l'automatisme mental, les localisations cérébrales, la distinction des affections organiques et des psychoses, ce sont des concepts confus qui se profilent. Henri Ey, se fondant sur la clinique comme sur la théorie, y introduit clarté et vigueur.

Au moment où une question occupe largement le champ des débats publics – la psychanalyse est-elle dépassée ?, confrontant sciences cognitives et science d'un inconscient psychologique, la réédition (la première édition datant de 1947) de ces débats, tenus en 1943, entre un neurologue – Henri Hécaen –, un psychiatre – Henri Ey – et un neuropsychiatre – Julian de Ajuriaguerra – aide à nous mettre en garde, d'un côté, contre des réductionnismes mécanicistes ou psychopharmacologiques, de l'autre, contre des relativismes historiques ou culturels. Car, pour Ey, et sans qu'il

méconnaît l'existence d'interactions entre l'une et l'autre, la neurologie étudie des désintégrations fonctionnelles, alors que la psychiatrie analyse les dissolutions *globales* et *apicales* (un niveau inférieur n'apparaissant qu'avec la destruction de niveaux supérieurs) de la vie de relation.

Guy SAMAMA.

Michel Fabre, *Situations-problèmes et savoir scolaire*, Paris, PUF, 1999, coll. « Éducation et formation. Pédagogie théorique et critique », 264 p., 148 F.

L'auteur, comme Michel Meyer auquel il se réfère, fait du questionnement un principe. La philosophie de l'éducation conduit à une philosophie des problèmes. Des trois temps du problème, position, construction (ré)solution, c'est le deuxième qui est fondamental, ce que confirment des raisons psychologiques et épistémologiques. Or, le paradoxe du *Ménon* et le platonisme, puis la plupart des philosophes, aujourd'hui le propositionnalisme issu de Frege et qui hante la philosophie du langage, misent sur les réponses plutôt que sur les questions que pourtant ils abordent mais en faisant, comme Descartes, l'impasse sur la problématisation. Si la position pragmatiste conçoit l'enquête comme problématisation, c'est en conduisant à substituer l'idée de résolution de problème à celle de vérité. La psychanalyse de la connaissance – que l'auteur recommande à la suite de G. Bachelard – définirait « une gestion didactique de la situation-problème à l'intérieur d'un paradigme herméneutique » (p. 7).

Jean-Marc GABAUDE.

Georges Favez, *Psychanalyste, où es-tu ?*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999, coll. « Psychanalyse et civilisation », série : « Trouvailles et retrouvailles », XIV-116 p.

Dans sa préface, Jacques Postel présente Georges Favez comme « le Ramuz de la psychanalyse parisienne ». Et d'ailleurs, c'est une citation de Ramuz que Georges Favez a choisie comme exergue à cet ouvrage : « On meurt de prétendre à l'idée avant d'avoir été aux choses » (*Journal*, 1903). Voici donc ce Suisse, vaudois, d'abord pasteur, puis psychopédagogue, épris de l'authentique et du concret, tel qu'il se présente : « Moi qui ne suis ni philosophe, ni psychologue, mais seulement Favez (...), je parle comme un paysan qui rentre de ses champs. » Un psychanalyste qui se compare à un laboureur (tout comme le philosophe Georges Canguilhem), est-ce une posture de modestie ou de coquetterie ?

Ces textes sur la pratique du psychanalyste ont été écrits entre 1956 et 1974. Ce sont des communications à la Société française de psychanalyse, à des congrès ou à l'Association psychanalytique de France, dont Favez fut un éminent didacticien. Ils couvrent une période marquée par les scissions du mouvement psychanalytique français (celle de 1953 et celle de 1964) et témoignent de l'inquiétude d'un praticien devant ce qu'est en train de devenir la psychanalyse et ce que font les psychanalystes. Face à une « demande gouleue et aveugle de consommation » (de soins, de sens), la réponse unique risque d'être « avide de prestige et de puissance, aveugle

elle-même ». C'est donc, en direction de ses confrères, en particulier des plus jeunes en formation, que Georges Favez se livre à un travail d'éclaircissement et de mise en garde critique.

La question titre : « Psychanalyste, où es-tu ? » parcourt l'ouvrage comme un fil rouge. Non pas « qui es-tu ? », question d'identité, mais celle de la place technique, symbolique et sociale. Ni philosophe, ni psychologue, ni psychiatre et surtout pas ce que les patients voudraient en faire : un fétiche, le psychanalyste se dérobe, au sens propre, à la vision du patient « assis derrière sa tête », alors même que sa visibilité sociale devient de plus en plus éclatante. Patience, ténacité, humanité, capacité à accueillir l'angoisse, et surtout humour sont ses qualités essentielles. Georges Favez oppose fermement l'humour à l'ironie, « psychanalyse sauvage, usurpation dérisoire, qui donne l'illusion du savoir ». L'humour évite de tomber dans ce qu'il voit poindre avec inquiétude, « le sectarisme psychanalytique actuel, qui se montre ouvertement méprisant envers quiconque s'en défend ou s'y refuse. Méprisant et ironique. On y entend quelque chose de la mégalomanie angossée de l'enfant. [...] c'est le "qui n'est pas avec moi est contre moi" » (p. 107).

Sans le nommer, c'est bien évidemment Jacques Lacan que Georges Favez cible dans ce dernier texte, daté de 1974. Jacques Lacan qui fut son compagnon de route, avec Daniel Lagache et Juliette Favez-Boutonier, dans les dix années de la belle aventure de la Société française de psychanalyse, avant la deuxième scission du mouvement psychanalytique français, d'où naîtront, irrémédiablement séparées, l'Association psychanalytique de France et l'École freudienne. Ainsi, sans jamais y faire explicitement référence, cette histoire tourmentée sert de toile de fond aux propos lucides et désabusés de ce vieil homme, qui se méfie comme de la peste de l'« idéalisation du grand homme », qu'elle concerne Freud ou Lacan. La maladie mortelle qui risque d'emporter la psychanalyse est non seulement le sectarisme mais aussi « la politique d'expansion qui porte en elle l'inflation ». Entre le superbe isolement et l'omniprésence porteuse d'omnipotence, Georges Favez rappelle sans cesse la place du psychanalyste : un homme à l'écoute de ses patients pour les aider à saisir « ce bout de vérité » dont parlait Freud.

Aujourd'hui, en ces temps incertains quant à l'avenir des sciences de l'homme et de la psychanalyse, il n'est pas mal venu de lire ou de relire ce que disait cet artisan de la psychanalyse, Georges Favez, mort en 1981.

Annick OHAYON.

Sigmund Freud, Ernest Jones, *Correspondance complète (1908-1939)*, éd. par R. Andrews Paskaukas, trad. de l'anglais et de l'allemand par Pierre-Emmanuel Dauzat, Marielène Weber et Jean-Pierre Lefebvre, Paris, PUF, 1998, 940 p., 438 F.

La publication, en novembre 1998, de la totalité des lettres échangées, entre 1908 et 1939, par Freud et par l'auteur de la célèbre biographie (1953-1957) peut-elle être saluée comme un événement ? Certainement pas si l'on considère ce qu'y trouvera le grand public, même cultivé. En effet, sur les relations des deux hommes, nous savons déjà l'essentiel, tant par cette biographie elle-même que par les nombreuses lettres déjà publiées. Tout au plus l'édition intégrale fera-t-elle apparaître plus nettement la

Revue philosophique, n° 1/2001, p. 73 à p. 134

fougue militante de Jones pour la cause psychanalytique, l'importance des questions d'argent (surtout après 1918), les magouilles autour des diverses revues et toutes sortes d'indications factuelles sur les voyages et les maladies dont le lecteur n'a pas grand-chose à faire.

En revanche, l'historien de la psychanalyse y recueillera mille détails qui, dans de nombreux domaines, aideront à rectifier ou à préciser les idées reçues.

D'abord en ce qui concerne l'attitude générale de Freud envers Jones : celui-ci a beau défendre ses positions pied à pied, Freud ne se laisse jamais intimider et souvent hausse le ton, défendant par exemple âprement sa fille Anna, dont Jones avait imprudemment laissé entendre qu'elle était insuffisamment analysée (par son père !) : « Je peux vous assurer qu'Anna par exemple a été plus longuement et plus profondément analysée que vous-même » (23 sept. 1927). Ou encore, le 18 novembre 1920, à propos d'un problème d'édition : « Nous [...] espérons que vous comprendrez par vous-même que vous avez dépassé les bornes. » Ou encore à propos de Joan Riviere, que Jones commence par considérer comme une insupportable hystérique (22 mai 1922) avant d'y reconnaître une collaboratrice précieuse. C'est elle qui est l'occasion de la lettre du 4 juin 1922, la plus longue et la plus magistrale de tout le recueil (un véritable morceau d'anthologie) : Freud s'y livre à une analyse simultanée des deux personnages (Ernest Jones et Joan Riviere) en maniant avec un rare talent les concepts psychanalytiques et les ressources de la psychologie.

Ensuite dans une foule de petites remarques qui pourraient éventuellement remettre en question des opinions trop tranchées : Le 27 janvier 1910, Freud continue de penser que la neurasthénie est une névrose actuelle (allusion à son article de 1895), mais dont on aurait sous-estimé le « moment psychique ». Le 9 avril 1913, parlant de ce que sera le chapitre 4 de *Totem et tabou*, il y voit « l'entreprise la plus audacieuse dans laquelle » il se soit « jamais aventuré ». Et que penser de cette remarque du 3 janvier 1914 : « Le sujet, le symbolisme, n'est pas mûr » ? Ou encore de cette déclaration du 12 février 1920, à propos d'un livre qui fait de Freud un grand artiste : « c'est la forme la plus raffinée et la plus aimable de résistance et de répudiation : il me présente comme un grand artiste pour mieux compromettre la validité de nos prétentions scientifiques » ? Et Freud d'ajouter, vraiment mauvais prophète : « Je suis sûr que d'ici quelques décennies mon nom sera oublié mais que nos résultats resteront ! »

Les psychanalystes seront enfin forcément intéressés par la place qu'occupe, dans cette correspondance, la question des dissidents. On sait déjà depuis longtemps que Jones fut (avec Abraham, mais celui-ci est mort en 1925) le champion de l'« orthodoxie » freudienne contre tous ceux qui, à un moment ou à un autre, firent sécession (Adler, Jung, Rank, Ferenczi) et que, dans ces polémiques, le diagnostic de névrose remplace souvent l'argumentation conceptuelle. On apprendra donc avec intérêt que Jones se demandait « pourquoi la psychanalyse n'a pas eu d'effets plus heureux chez les psychanalystes eux-mêmes ». Il donnait trois raisons : 1 / beaucoup ne sont devenus psychanalystes que parce qu'ils étaient névrosés ; 2 / « travailler à longueur de journée dans le domaine de l'inconscient crée une tension que seuls peuvent supporter les natures les plus équilibrées » ; 3 / « très peu d'entre eux sont convenablement analysés » (lettre du 18 septembre 1933). Mais à la question de savoir si l'on a le droit de prendre en compte la prétendue névrose de ceux dont on ne partage pas les idées, Freud

répondait d'avance plus sagement le 31 mai 1927 : « Dans la polémique pratique, ce genre d'argument n'est pas de mise. Chaque partie peut en disposer de la même manière et il n'éclaire en rien la question de savoir où se trouve l'erreur. C'est pourquoi nous nous sommes mis d'accord pour renoncer aux arguments de cette espèce et laisser au développement de l'expérience le soin de trancher dans le cas de divergence d'opinion. » À méditer !

Y. B.

Émile Jalley, *Freud Wallon Lacan. L'enfant au miroir*, Paris, EPEL, 1998, 24×16 cm, 392 p. Prix : 220 F.

Cet ouvrage, publié dans le cadre de l'École lacanienne de psychanalyse, constitue un témoignage exemplaire de recherche historique – laquelle est encore insuffisante en ce qui concerne les sciences et la culture, notamment la psychologie et la psychanalyse. L'auteur déplore le dédain pour l'histoire. L'œuvre d'Henri Wallon (surtout *Les origines du caractère chez l'enfant*) a joué, à côté d'une lecture hégélienne de Freud, un rôle décisif dans la formation de la pensée lacanienne jusqu'en 1953, un rôle d'articulation entre Freud et Lacan en premier lieu quant au lien affectif d'identification primaire. C'est ce que montre, références à l'appui, E. Jalley à propos de ces comportements de l'enfance : conduite spéculaire et ce qui peut l'accompagner – parade, despotisme, mimétisme affectif, sentiment de prestance –, catégories du symbolique et de l'imaginaire, transitivity, dialectique jalousie-sympathie. Certes, la démarche originale de Lacan a transformé ces emprunts à Wallon, ainsi pour l'image spéculaire à propos de laquelle Merleau-Ponty, dans son cours de 1951-1952, a comparé les conceptions respectives de Wallon et de Lacan. Pour l'image en miroir et pour les jeux d'alternance et même pour l'ensemble de leur pensée, Wallon comme Lacan a hérité de Freud. Jalley ajoute que c'est sous l'influence de la philosophie allemande, de Kant à Hegel, que Freud, Wallon et Lacan ont approché la vie psychique en termes de structures bipolaires et, en raison de la médiatisation d'un tiers terme, triangulaires. Ainsi la psychologie génétique wallonienne occupe-t-elle une position de relais entre Hegel et Freud, d'une part, Lacan, d'autre part.

Jalley place ses investigations dans le contexte culturel. C'est ainsi que, en France, depuis 1950, les rapports entre psychologie et psychanalyse et aussi entre psychologie et philosophie se sont de plus en plus dégradés. En 1953, Lacan a rompu avec la psychologie après l'avoir utilisée. En 1956, Canguilhem, en accord avec maints philosophes, a condamné la psychologie. Le conflit entre psychologie et psychanalyse s'est doublé, surtout de 1955 à 1975, d'un conflit entre psychologie clinique et psychologie expérimentale. En outre, Jalley pratique une épistémologie de la recherche en histoire des sciences et de la culture. C'est ainsi qu'il précise les types de mécanismes présidant à la transmission du savoir entre créateurs d'un contexte culturel. La méthode classique historico-critique, diachronique, doit être complétée par une méthode épistémologique, synchronique.

Jean-Marc GABAUDE.

Carl Gustav Jung, *La réalité de l'âme*, t. I : *Structure et dynamique de l'inconscient*, introduction, notices et notes de Michel Cazenave, Paris, Librairie générale française / La Pochothèque, 1998, coll. « Classiques modernes », 19×13 cm, 1 182 p., nombreuses illustrations. Prix : 165 F.

Auteur méconnu, Jung est simplifié par la vulgate qui ne tient guère compte des ajustements définitifs de la doctrine. L'œuvre est tellement foisonnante qu'il est utile de disposer d'un *compendium* de morceaux choisis présentés avec précision – par exemple pour la datation – et aisés à consulter grâce à 34 pages d'index et à une table des matières analytique. Les extraits proviennent d'une douzaine d'ouvrages de Jung et de sa correspondance. Le tome II à venir étudiera *Les manifestations de l'inconscient* dans la religion, l'alchimie, l'art et l'histoire. M. Cazenave essaie de montrer l'originalité, l'étendue et la cohérence des conceptions de Jung, qui se considère comme le pionnier d'une terre vierge. Entre le corps et l'esprit, l'âme (ou la *psyché*) s'étage selon différents plans – comme l'*animus* et l'*anima*. Elle est à la fois, dans le continuisme jungien, physique et spirituelle. Sans elle, esprit et matière seraient des abstractions non représentables, « étant donné que la psyché et ses contenus constituent l'unique réalité qui soit pour nous une donnée immédiate » (p. 1052). L'âme se fonde sur l'inconscient, qui est originnaire et non pas construit par le refoulement. Et surgit de l'âme la conscience qui renferme ce que les alchimistes et Paracelse appelaient *lumen naturae*. De l'inconscient – que Jung qualifia maladroitement de *collectif* – nous ne pouvons connaître que ses épiphanies au sein de la conscience. Or, la fine pointe de l'âme est rationnelle – tout en se dialectisant avec la part inconsciente –, ce qui autorise Jung, psychiatre et philosophe, à se proclamer, d'une part, empiriste et naturaliste et, d'autre part, soucieux de rationalité et expliquant un irrationnel de fond afin d'en rendre raison.

Jung se réfère à l'alchimie, à des auteurs comme Paracelse, à l'hermétisme, à l'ésotérisme, à des textes religieux, aux mythes, tous ces écrits devenant signifiants notamment pour dévoiler des processus symboliques. Il retrace des historiques de la pensée depuis l'Antiquité en faisant appel à des *types psychologiques*. Il reprend le terme *archétypes* pour désigner des structures *a priori* de l'âme, surtout de l'imagination créatrice. Ce sont des facteurs de comportement et des principes formels vides qui constituent comme une faculté de *pré-former* ; s'ils ressortissent à l'inconscient collectif, leurs effets sont, eux, connaissables, consistant en *images archétypiques* fort variées. Jung rapproche ses archétypes des idées platoniciennes. Il y a aussi des régulateurs inconscients de l'activité de l'imagination créatrice, les *dominantes*. Chacun se doit d'assumer la singularité de son âme « dans un rapport monadique à l'âme universelle où s'ouvre aussi le sens de l'autre » (Cazenave, p. 379), toutes les âmes ayant en commun une même structure fondamentale. Cette recherche d'individuation procède par *conjonction d'opposés*.

Jung explique ses différends avec Freud et la rupture de 1912-1914. À la *castration* il substitue le *sacrifice* qui enveloppe du numineux. La *libido* s'élargit en *énergie psychique*, intensité du processus psychique. Si des éléments de la dynamique de l'inconscient ne s'intègrent pas à la conscience, ils peuvent susciter des *complexes* et des troubles. Jung estime être resté praticien et psychologue sans théoriser, comme Freud, au-delà, parfois, du probant et sans se lier à une métaphysique, ce qui pourrait se discuter.

Jean-Marc GABAUDE.

Jean Lombard (éd.), *Philosophie de l'éducation : questions d'aujourd'hui, L'école et la cité*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999, coll. « Education et philosophie », 180 p.

L'ouvrage examine la situation de l'école dans la cité d'aujourd'hui. La mutation technoscientifique, économique et sociale, le consumérisme envié, le chômage, l'exclusion suscitent une violente déraison qui perturbe l'enseignement de masse. La démocratisation n'est guère lestée de philosophie. « Barbarie incivique ou philosophie, ne serait-ce pas la tragique alternative du prochain siècle ? » (p. 148), conclut l'un des sept contributeurs, Marc Borotto. J. Lombard constate que la dérégulation mondialisée s'accompagne d'une perte de légitimité des institutions et que le système éducatif, modelé, comme le politique, en fonction de l'économie, oublie sa finalité et sa mission d'*institution de la raison*. L'enseignement devient objet de consommation. On occulte la fonction formatrice et émancipatrice du savoir. Même un Philippe Meirieu discrédite, remarque Bernard Jolibert, les savoirs au profit de l'acquisition de compétences. Devant les dérives actuelles et le déficit de citoyenneté, il faut rappeler le devoir de l'école et de la cité. Par l'instruction disciplinaire qui exerce le jugement, l'école éduque à la citoyenneté sans recours à un enseignement spécial, selon Christiane Ménasseyre. La citoyenneté est une tâche qui suppose accès à la rationalité et à l'universel. Les coauteurs se réfèrent aux Lumières, au *Sapere aude* kantien. L'instruction, rappelle Charles Coutel, se définit « comme formation du jugement éclairé et critique » (p. 108).

Jean-Marc GABAUDE.

Franca Madioni, *Le temps et la psychose*, préface de G. Lantéri-Laura, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, coll. « Études psychanalytiques », 22×14 cm, 192 p. Prix : 110 F.

La psychiatre-auteur, au cours de la psychothérapie d'une jeune schizophrène, a partagé le mouvement temporel de *l'être-au-monde* de sa patiente, ce qui lui a permis de reprendre sa réflexion phénoménologique sur la temporalité. La subjectivité fragmentée et la conscience intime du temps chez le psychotique sont un modèle grossi, un révélateur, l'histoire de chaque subjectivité étant un processus d'unification à partir d'un morcellement. Telle est l'hypothèse de F. Madioni. Le sujet et l'unité de sa conscience sont une structure instable et mobile. La synthèse de la subjectivité est toujours provisoire. L'être est temps et devenir, car le temps est mouvement – et non point figé, comme dans la conception d'Eugène Minkowski. Les structures formelles du temps – telles simultanément et succession – appartiennent à la sphère de l'intersubjectivité, interface entre sujet et monde, et elles deviennent ainsi existentielles. L'auteur se situe par rapport à Husserl, à Ludwig Binswanger, à Minkowski. Le préfacier estime que la psychiatrie phénoménologique doit, pour ce qui est de Husserl, en rester aux *Ideen I*.

Jean-Marc GABAUDE.

Tobie Nathan, Isabelle Stengers, *Médecin et sorciers*, Paris, Sanofi-Synthélabo, 1999, coll. « Les Empêcheurs de penser en rond. Déjà classique », 164 p., 39 F.

L'ouvrage comporte deux sous-titres. Dans son *Manifeste pour une psychopathologie scientifique*, T. Nathan défend une réhabilitation scientifique de thérapeutes non occidentaux et de leurs techniques traditionnelles efficaces, dont il faut dégager la théorisation et la conceptualisation. Ainsi en fera-t-on découler « des modèles de fonctionnement et des objets théoriques » (p. 106). De toute façon, point de scientificité sans prise de risque. Dans *Le médecin et le charlatan*, I. Stengers analyse comparativement la médecine occidentale. Elle différencie le champ scientifique régi par l'art de la preuve – non sans quelque artifice dans l'expérimentation – et le champ de l'innovation où il s'agit de guérir, à partir de quoi elle peut engager un dialogue avec son coauteur. Elle conclut que la médecine est inséparable de la cité, ce qui pose un problème politique.

Jean-Marc GABAUDE.

Annick Ohayon, *L'impossible rencontre : psychologie et psychanalyse en France, 1919-1969*, Paris, La Découverte, 1999, 438 p.

Il existe, en France, une histoire de la psychanalyse (cf., entre autres, les travaux d'Élisabeth Roudinesco). Une histoire de la psychologie en France a été produite surtout par les psychologues eux-mêmes, dont Henri Piéron, Pierre Janet, Georges Dumas, Maurice Reuchlin et quelques autres. Mais jamais avant Annick Ohayon n'avait été tentée d'une manière à la fois historique et théorique, et en portant le regard de la psychologie vers la psychanalyse (et non l'inverse), une histoire croisée de ces deux disciplines.

Les deux dates, d'abord, bornant ce récit : la première est constituée par le choc culturel et scientifique produit par l'accueil de la doctrine freudienne en France ; la deuxième est celle de l'explosion désordonnée et de l'investissement du « peuple psy » dans tous les domaines du corps social. Le projet de cette confrontation, ensuite : essayer de comprendre pourquoi la psychologie a gommé une partie de cette histoire, et comment la psychanalyse l'a réinterprétée d'une manière particulière.

Des éléments de réponse, enfin. Une première raison tiendrait aux usages de la communauté scientifique : cette histoire s'est essentiellement déroulée en dehors du champ de l'université, « à la frontière mouvante entre science appliquée et vulgarisation ». Or, c'est l'université qui, jusqu'à une époque récente, a produit l'histoire des sciences, de l'homme comme de la nature. Une deuxième raison est plus directement politique : les conflits majeurs ayant opposé les acteurs de cette histoire, loin d'être de simples débats d'idées, auraient été largement déterminés par l'état des mœurs et des besoins de la société. Une troisième raison est d'ordre épistémologique, tenant à la nature des deux disciplines : l'entrée expérimentale et l'entrée clinique dans la psychologie se révélant antinomiques, l'avènement de la psychanalyse aurait montré que l'unité de la psychologie était impossible plutôt que déchirée. La psychanalyse pensait avoir surmonté cette difficulté en plaçant l'histoire au cœur de son élaboration théorique. Mais elle aurait « oublié » que cette exigence devait s'appliquer à sa propre genèse institutionnelle, à son « inconscient social » selon une expression de Robert Castel ; ce qui l'aurait conduite à construire d'elle-

même une représentation idéologique, qu'elle soit dogmatique ou mystique.

Pour les psychologues comme pour les psychanalystes, l'enjeu était le pouvoir et une visibilité sociale. L'hégémonie de la doctrine freudienne dans les années 1960 aurait conduit les psychologues à se retrancher derrière les positions du behaviorisme, du cognitivisme, et aujourd'hui des neurosciences. Les psychanalystes, de leur côté, ont refusé l'idée d'une synthèse ; ce qui conduisit les deux protagonistes à désigner un ennemi commun : le pouvoir médical. À l'ère de l'affrontement aurait succédé celle de l'évitement. Mais il est sans doute trop tôt pour savoir ce qu'il adviendra de l'héritage des acteurs de cette histoire, surtout dans ses déploiements récents.

Ce livre aura permis de mieux comprendre comment le retour du refoulé agit dans le présent d'une confrontation entre psychanalystes et psychologues, et comment ces éléments refoulés font symptôme.

Guy SAMAMA.

Gérard Pommier, *Louis du Néant. La mélancolie d'Althusser*, Paris, Aubier, 1998, coll. « Psychanalyse », 23×14,5 cm, 384 p. Prix : 140 F.

Psychanalyste lacanien, l'auteur a analysé les écrits d'Althusser, les indices se trouvant surtout dans les textes autobiographiques, certains encore inédits, et dans la correspondance. Il a bénéficié aussi de témoignages et de la biographie établie par Yann Moulier-Boutang. Il déchiffre les oublis, lapsus et déplacements produits par Althusser ainsi que les discordances, en vue de décrypter une éventuelle relation entre les thèses du philosophe et la psychose maniaco-dépressive. Or, le philosophe et patient Althusser connaissait la psychanalyse, a suivi une cure interminable et a laissé des confessions d'analysant déclarant ses fantasmes et ses symptômes. Il reconnaissait lui-même un lien entre *travail philosophique* et *travail de l'inconscient*.

Pommier doit d'abord examiner le *roman familial* qui marqua Louis. Le père épousa la fiancée de son frère Louis, tué à la guerre, et l'enfant qui naquit en 1918 fut appelé Louis ; cette révélation choqua l'adolescent. G. Pommier scrute aussi l'étouffement familial, les difficultés de la relation au père, l'amour oblatif pour la mère, le rôle de miroir en réciprocité entre Louis et sa chère sœur. Selon l'analyste, Louis cherche à pallier l'angoisse de castration de sa mère, d'où son identification au néant qu'est le *phallus*. Aussi bien l'auteur le désigne-t-il à la manière de la mystique du XVIII^e siècle : Louis du Néant. Toutefois, luttant contre le *néant forclusif*, Louis s'attribue volontiers le nom de son grand-père Pierre Berger. Le roman familial se double d'un roman conjugal avec un transfert partiel d'oblativité sur Hélène ; mais l'amour se lie à la pulsion de mort et du néant.

L'analyse éclaire les délires et permet de déceler leur emprise dans le passage de la militance catholique du jeune Althusser à la militance marxiste et communiste, et surtout dans la genèse de maintes idées du penseur : objet de connaissance / objet réel, matérialisme marxiste rectifié, critique du concept d'origine, coupure épistémologique intraphilosophique, antihumanisme théorique, surdétermination, histoire sans sujet, antihistoricisme et même tant théoricisme que, ensuite, auto-accusation de théori-

cisme et de spinozisme. Les lecteurs peu versés en psychanalyse seront parfois réticents, tout en appréciant l'intérêt de l'étonnant roman, le caractère incisif de l'analyse et la question de l'émergence du *logos* philosophique à partir de déraison comme de raison. Que la provenance des idées et des œuvres ne soit pas preuve d'invalidation, cela n'est-il pas aussi avéré en philosophie qu'en littérature ou dans les arts ?

Jean-Marc GABAUDE.

Théodule Ribot, *La logique des sentiments*, présentation de Jacques Chazaud, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, coll. « Psychanalyse et civilisation. Trouvailles et retrouvailles », 22×14 cm, 192 p.

Ribot, historien et théoricien de la nouvelle psychologie qui se veut scientifique, a impulsé la psychopathologie et la psychologie de l'affectivité. J. Chazaud, avec justesse, insiste sur ses avancées, notamment sur sa reconnaissance du dynamisme psychique et du rôle de l'inconscient et sur sa proximité de notions psychanalytiques. Dans *La logique des sentiments* (1905) – qu'il faut lire en consultant ses autres ouvrages – Ribot rompt avec l'intellectualisme, le logicisme et l'associationnisme. Cette sorte de logique lui apparaît comme une organisation originale de la pensée, régie par le principe de finalité. Elle peut rationaliser les instincts et elle se déploie au maximum dans l'imagination créatrice. Rappelons que c'est Ribot (1839-1916), contempteur de la métaphysique, qui fonda en 1876 la *Revue philosophique* qu'il dirigea jusqu'à sa mort (cf. *Revue philosophique*, 1976-4, p. 401-413).

Jean-Marc GABAUDE.

William Halse Rivers, *L'instinct et l'inconscient. Contribution à une théorie biologique des psychonévroses*, trad. de l'anglais et préfacé par René Lacroze, 2^e éd., Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999, coll. « Psychanalyse et civilisations. Trouvailles et retrouvailles », 22×14 cm, 320 p.

La guerre de 1914-1918 amena Rivers, physiologiste et ethnologue, à servir comme psychiatre et à se spécialiser dans les psychonévroses de guerre, puis à construire sa théorie et à projeter une nouvelle psychologie. Sa conception du système nerveux est proche de celle d'Hughling Jackson. Tout en reconnaissant dans le présent ouvrage (1^{re} éd. anglaise, 1920, et 1^{re} éd. de la trad., F. Alcan, 1931) le rôle de l'inconscient et la novation de Freud, il marque sa différence avec ce dernier, notamment en récusant la censure et en modifiant le refoulement. Son idée clé est la loi de *suppression* – application de la loi encore plus fondamentale de l'économie animale – qui a opéré dans l'évolution et qui intervient tant dans l'activité réflexe et sensori-motrice que dans les phénomènes mentaux supérieurs. La suppression est un sain mécanisme de défense, instinctif et automatique, qui évacue en bloc les éléments qui troubleraient un fonctionnement normal. C'est ainsi que tombe dans l'inconscient ce qui entraverait l'activité du psychisme, notamment les impressions et souvenirs associés à des réactions instinctives. Par contre, la *répression*, effort volontaire pour bannir de la conscience les facteurs pénibles, peut provoquer de l'angoisse. Alors que la santé mentale dépend, grâce à la répression et à la *sublimation*, d'un équilibre entre tendances instinctives et organes de contrôle auxquels elles se

Revue philosophique, n° 1/2001, p. 73 à p. 134

subordonnent, les psychonévroses sont des ruptures de cet équilibre qui entraînent ou bien des tentatives pour rétablir un nouvel équilibre ou bien des régressions psychiques, comme dans la névrose d'angoisse. En outre, en cas de dissolution de la fonction intégrative, il y a retour à des archaïsmes. Cependant, si un équilibre parfait permet une existence paisible, n'est-ce pas, avance Rivers, une certaine instabilité qui peut donner des manifestations éclatantes, ainsi dans l'art et la science ?

Jean-Marc GABAUDE.

Mark R. Rosenzweig, Arnold L. Leiman, S. Marc Breedlove, *Psychobiologie*, Paris-Bruxelles, De Boeck Université, 1998, 737 p. + annexes.

La psychobiologie, c'est-à-dire cette partie des neurosciences qui étudie les bases du comportement et de la pensée, est une discipline en pleine expansion et dont le philosophe ne peut faire l'économie. Il est donc heureux que Nicole Bonaventure et Bruno Will aient adapté en français le bel ouvrage de Rosenzweig et ses collaborateurs. On y trouvera, analysés dans le détail, tous les grands thèmes de ce champ de connaissance depuis les bases neuroniques jusqu'aux mécanismes du sommeil, depuis les processus sensoriels jusqu'aux bases de la mémoire, des émotions ou du langage. C'est somptueux. La seule critique générale – mineure car elle ne concerne que les spécialistes – que l'on peut formuler concerne la sélection des exemples donnés. L'ouvrage est celui d'une École (Will lui-même est un collaborateur de Rosenzweig) et, du coup, les exemples proposés visent cette École et moins les autres groupes de recherche. Ainsi, pour la biochimie de la mémoire – mais on pourrait multiplier les exemples –, les travaux de Flood et de Rosenzweig lui-même auraient gagné à être confrontés à ceux des pionniers comme Hyden ou Agranoff. Malgré ces réserves mineures, cet ouvrage, très riche et bien illustré, intéressera les étudiants en psychobiologie aussi bien que le grand public.

Georges CHAPOUTHIER.

Élisabeth Roudinesco, *Pourquoi la psychanalyse ?*, Paris, Fayard, 1999, 195 p.

La psychanalyse n'a jamais paru aussi vivante que depuis que certains l'auraient présumée, ou déclarée, morte (selon Élisabeth Roudinesco, le spectre en est large, de Jacques Chirac à Adolph Grünbaum en passant par Gérard Edelman, Jean-Pierre Changeux, Marcel Gauchet, et d'autres). Car c'est d'abord par la question de son dépassement qu'elle se présente désormais dans le champ des savoirs et des débats publics (cf. le *Monde des débats*, n° 6 de septembre 1999 : *La psychanalyse dépassée ?*, débat entre Joëlle Proust et Pierre Fédidà).

Dans une société dépressive, où les souffrances de l'âme sont plus difficiles à percevoir et à traiter que les maux du corps, la psychanalyse ne peut être remplacée : ni la psychopharmacologie, qui s'attaque aux seuls symptômes et tend à abolir chez l'homme l'envie même d'affronter l'épreuve de la liberté, ni les médecines parallèles, alliance de charlatanisme et de médiumnisme à base de suggestion, ni une prétendue science naturaliste d'un cerveau neuronal, fondée sur la mythologie d'un inconscient cognitif, ne parviennent à détrôner la cure par la parole, inscrite dans une longue

durée et conçue par un sujet libre cherchant en lui-même, dans un *inconscient psychologique*, les conditions d'une accession à une nouvelle rationalité. Car, menacée de l'intérieur par un scientisme naturalisant, et de l'extérieur par l'obscurantisme et le relativisme culturel, la psychanalyse, notamment avec ce tournant constitué par l'abandon par Freud en 1897 de la théorie de la séduction, puise sa force dans « une expérience subjective de la liberté », révélant que ce sont des relations imaginaires (*fantasmes*) plutôt que des événements réels (traumas) qui conduisent un sujet (le sujet freudien est un sujet doué de raison, mais dont la raison vacille à l'intérieur d'elle-même) à entrer en conflit avec lui-même. Affirmant le rôle décisif de trois catégories – la subjectivité, le symbolique, la signification –, la psychanalyse acquiert un statut propre. Ce statut lui permet d'opposer un *homme tragique*, Œdipe et Hamlet, à un *homme comportemental*, « piètre créature scientiste inventée par les adeptes du cerveau-machine ». Et cette « singularité d'une expérience subjective qui place l'inconscient, la mort et la sexualité au cœur de l'âme humaine », aucun autre discours, qu'il soit physico-chimique, biologique ou cognitif, ne peut sérieusement la revendiquer à sa place.

Derrière cette belle *défense et illustration* de la psychanalyse, c'est le débat entre sciences de la nature et sciences de l'homme qui est ainsi réactif, l'étanchéité entre les deux domaines étant loin d'être absolue. Ce qui est donc en jeu, c'est le droit des sciences humaines à construire un modèle de rationalité n'opposant ni l'universalité à la différence, ni la science à la subjectivité. Car l'attention portée au corps biologique n'exclut pas une herméneutique des processus symboliques non plus qu'une conscience de son propre inconscient. Ce qui est également en jeu, c'est le droit pour chaque sujet d'être un *sujet* donc d'avoir une histoire propre, celle d'un être désirant, conscient de sa liberté mais « hanté par le sexe, la mort et l'interdit ».

Dans une conférence exemplaire de 1980, *Le cerveau et la pensée*, Georges Canguilhem démontrait qu'une psychologie prétendant emprunter ses modèles à la science fonctionnait comme un instrument de pouvoir, une biotechnologie du comportement humain, dépouillant l'homme de sa subjectivité. Dans son sillage, Elisabeth Roudinesco démontre qu'une science prétendant s'occuper de psychologie en empruntant ses modèles exclusivement aux sciences de la nature n'est qu'un instrument de pouvoir au service d'une « objectivité » scientiste, une biotechnologie créatrice d'un *homme neuronal*.

Guy SAMAMA.

Charles E. Scott, *The Time of Memory*, Albany, State University of New York Press, 1999, coll. « SUNY Series in Contemporary Continental Philosophy », XIV + 300 p., \$ 24,95.

C'est une étude étendue, car la mémoire est souvent autre qu'un processus de rappel actif. L'auteur s'attache surtout à la mémoire non volontaire. La mémoire joue dans tout le psychisme. *Mind et memory* reviennent au même dans le langage. Tant la perte de souvenirs ou de mémoriation que la reconnaissance relèvent de la mémoire. Scott essaye d'éviter un ton doctrinal et abstrait et il utilise des exemples concrets – il commence son ouvrage en évoquant une souvenance de son enfance. Il analyse des situations tant courantes que peu ordinaires. Il recourt à la fois à des figures de

la mythologie grecque et à des analyses de philosophes, notamment Nietzsche, Heidegger, Gadamer, Foucault, Deleuze, Derrida. C'est ainsi qu'il se sert des notions jungiennes de mémoire archétypique, nietzschéenne de mémoire généalogique, et des notions phénoménologiques et herméneutiques : en deçà de la mémoire linguistique et culturelle, il envisage une mémoire biologique ou génétique.

Jean-Marc GABAUDE.

John R. Searle, *Le mystère de la conscience*, Paris, Odile Jacob, 1999, 228 p.

Le livre est d'abord construit comme une présentation et une discussion des travaux de six auteurs, physicien comme Roger Penrose, neurobiologistes comme Gerard Edelman, Israel Rosenfield et Francis Crick, ou philosophes comme Daniel Dennett et David Chalmers. Ces auteurs ont tous en commun de s'intéresser à la conscience, dans ses relations, d'un côté, avec les processus cérébraux et états mentaux, de l'autre, avec le corps et des mécanismes déterminant notre comportement.

Mais, par le biais de cette discussion, le propos du livre est de transformer le mystère de la conscience en problème ; car l'impression de mystère, faisant obstacle à une compréhension scientifique, provient en grande partie de ce que nous n'aurions pas une idée claire de la manière dont le cerveau *pourrait* fonctionner pour causer nos états de conscience. En procédant à une réfutation de la théorie computationnelle de l'esprit (qui est antibiologique, car le matériel utilisé est indifférent, alors que pour Searle *les cerveaux importent de façon cruciale*) ainsi que du dualisme et du matérialisme qui l'accompagnent, John Searle établit que la conscience, au sens d'états qualitatifs internes de sensibilité et de connaissance, est un phénomène biologique naturel au même titre que la digestion, la croissance ou la photosynthèse. Selon lui, il est possible d'accepter l'existence et l'irréductibilité de la conscience comme phénomène biologique sans accepter l'ontologie du dualisme traditionnel. « Nous comprendrons la conscience lorsque nous comprendrons biologiquement en détail comment le cerveau s'y prend pour cela. » D'où la double question posée : comment exactement le cerveau cause-t-il nos états mentaux, et comment exactement ces états fonctionnent-ils dans notre cerveau, et plus généralement dans notre vie ? Passer de la simple corrélation à la causalité est possible pour expliquer la relation entre le cerveau et la conscience même si la relation causale ainsi découverte résiste à la théorie. Cela n'empêche pas qu'il faille présupposer que cette relation est théoriquement explicable.

Ainsi John Searle redessine-t-il dans ce livre la carte conceptuelle (qu'Edelman avait déjà construite en analysant plusieurs schémas d'interconnexions entre les cartes neuronales du cerveau) : elle est conçue comme un maillage de territoires qui s'enchevêtrent – économiques, politiques, météorologiques, mathématiques, chimiques, artistiques, etc. Ces territoires font tous partie d'un monde unifié. Mais, pour le comprendre, il faut d'abord lutter contre notre héritage cartésien, nous faisant conclure qu'il existe deux sortes de propriétés différentes, mentales et physiques, de telle sorte que nous croyons vivre dans deux mondes ontologiquement distincts.

Guy SAMAMA.

Étienne Trillat, *De l'hystérie à la psychose. Du corps à la parole*, préface de Guy Maruani, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999, coll. « Psychanalyse et civilisations. Trouvailles et retrouvailles », 22×14 cm, 200 p. Prix : 110 F.

Recueil de neuf textes écrits, dans une continuité de pensée, entre 1960 et 1993. L'auteur estime que le langage s'est dégagé de la succion. L'enfant est soumis en même temps au principe de plaisir et au principe de réalité, de façon désordonnée avant l'apparition de la syllabe et de façon ordonnée après, le mot unifiant les deux principes (cf. p. 39). L'ouvrage renouvelle des aspects de la séméiologie et de la métapsychologie. Le corps propre du psychotique se projette dans son environnement avec le jeu de deux problématiques : « intérieur-extérieur » et « appartement-appartenance » (p. 107 ; il se scinde en deux organisations et pourrait être reconstruit à partir de ses projections.

Jean-Marc GABAUDE.

François Klein, David Allen, *Une folie psychiatrique (1937). (Un cas paradigmatique de rationalisme morbide)*, Le Plessis-Robinson, Synthélabo, 1998, coll. « Les Empêcheurs de penser en rond », 22×14 cm, 272 p. Prix : 130 F.

Le « rationalisme morbide » est une des affections pathologiques mais susceptibles d'éclairer la vie mentale « normale » qu'a analysée Eugène Minkowski (cf. le compte rendu du recueil *Au-delà du rationalisme morbide*, L'Harmattan, 1997, in *RP*, 1998, n° 4, 558 p.).

Le présent ouvrage en constitue une illustration à travers le cas d'un jeune médecin qui publia en 1937 *Maladies mentales expérimentales et traitement des maladies mentales*. La réédition est préfacée par David Allen en 40 pages : « Tombeau pour François Klein (A = A) ». Klein, psychiatre psychotique, livre involontairement « les mécanismes qui sous-tendent le rationalisme morbide » (p. 10). La logique psychotique extrapole et outre avec cohérence l'application exclusive du principe d'identité, ce raisonnement identitaire forcené nivelant toute valeur et toute signification et réduisant la durée à l'espace. Klein représente, pour le rationalisme morbide, ce que fut, pour la paranoïa, le président Schreber, patient de Freud. Aussi Allen regrette-t-il que Minkowski n'ait point eu connaissance de son cas.

Jean-Marc Gabaude.